



+ de soldats  
- de profs  
+ de flics  
- d'emplois

---

= RESISTANCE!

ACTUALITÉ PAGE 3

SANOFI PAGE 5

PAGE 9

ET AUSSI

**ÉCOLE :  
ON FERME !**

**RECONVERSION ?**

**FEMMES ET  
SYNDICATS**

• **FRANCE ET  
IMMIGRATION (2)**

• **CONFÉRENCE  
M-L**

• **NÉPAL**



## NOUS SOMMES COMMUNISTES

VOIE PROLÉTARIENNE EST UNE ORGANISATION COMMUNISTE

**COMMUNISTES**, nous sommes convaincus qu'il y a un autre choix que d'accepter le capitalisme, la fatalité de la crise, la misère matérielle et morale, les guerres : celui de lutter pour une société d'hommes et de femmes librement associés, prendre en main notre avenir et ne pas subir celui que nous réserve la bourgeoisie. Il est vrai, les ouvriers peuvent prendre le pouvoir et le perdre. L'URSS et la Chine ont été des espoirs. Ce sont maintenant des pays capitalistes. Mais nous ne tournons pas la page. La Commune de Paris, la révolution russe ou chinoise et en particulier la Révolution Culturelle sont de riches expériences pour nous. Nous avons encore à apprendre d'elles pour mieux surmonter les difficultés actuelles ou futures.

**COMMUNISTES**, nous luttons pour que les exploités détruisent le pouvoir et la bourgeoisie (son gouvernement, son parlement, sa police et son armée) et exercent par eux-mêmes un pouvoir sur toute la société. Ce pouvoir ne sera réel que s'il est porté par un bouleversement complet des rapports entre les hommes, des relations entre les hommes et les femmes, de la division du travail, du travail lui-même. Son accouchement ne pourra se faire que par la violence de masse.

**COMMUNISTES**, nous défendons les intérêts de tous les ouvriers, pas les intérêts de la France. Le nationalisme et le racisme nous divisent. Ils sont pour les ouvriers des impasses. Contre l'impérialisme – et particulièrement l'impérialisme français –, nous sommes aux côtés des peuples dominés et soutenons leur droit à l'indépendance.

**IL FAUT UNE ORGANISATION** pour résister et combattre, mais il la faut aussi pour comprendre et apprendre dans la lutte. Nous en avons besoin pour faire des expériences passées un guide pour l'action. Nous avons besoin d'elle pour que la pratique et le savoir de chacun deviennent la richesse de tous par la confrontation et le débat. Nous avons besoin d'une telle organisation pour que la lutte pour le communisme soit portée, de façon réfléchie, par un nombre croissant de travailleurs.

Voilà ce à quoi travaille  
Voie prolétarienne.

Partisan est le journal de Voie prolétarienne, association suivant la loi de 1901 déposée en Préfecture de Bobigny. Direction de publication : G. Lecœur. Commission paritaire numéro 10507. Dépot légal : 2<sup>e</sup> trimestre 2008. Imprimé par Rotographie, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil (01 48 70 42 22)

Voie prolétarienne, BP n° 48  
93802 Epinay/Seine cedex France

Notre adresse e-mail :  
contact@vp-partisan.org

ABONNEZ-VOUS !

TROIS MOIS À L'ESSAI : 3 €

UN AN SOIT 10 NUMÉROS  
SOUS PLI FERMÉ : 23 €  
SOUS PLI OUVERT : 15 €

UN AN SPÉCIAL DIFFUSION  
SOUS PLI FERMÉ : 11 €  
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE  
SOUS PLI OUVERT : 6 €  
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE

POUR NOS LECTEURS FRANCOPHONES  
À L'ÉTRANGER, TARIF D'ABONNEMENT POUR UN AN :  
30 \$ CDN (CANADA), 30 FS

CHÈQUES À L'ORDRE DE :  
VOIE PROLÉTARIENNE, BP N° 48  
93802 EPINAY-SUR-SEINE CEDEX  
CCP : N° 23 743 83 G PARIS



Partisan

L'ÉDITO DU SECRETARIAT DE L'OCML-VOIE PROLÉTARIENNE

# «Droits de l'homme» ou internationalisme ?

**Le gouvernement Sarkozy s'apprête à augmenter le contingent français en Afghanistan, que Lionel Jospin avait envoyé en 2002. Quelques 800 ou 1000 hommes de plus pour renforcer les forces occidentales. Sans celles-ci, le gouvernement de Hamid Karzai, qui ne contrôlait guère plus que Kaboul, serait tombé depuis longtemps. Cette intervention sous l'égide de l'OTAN s'appuie sur près de 50.000 soldats, alors que l'armée afghane ne comptera que 80.000 hommes en 2010. Ces soldats, selon les chefs de gouvernements concernés, dont celui de la France, y «défendent les valeurs fondamentales qu'ils ont en commun, la démocratie, les droits de l'homme, aussi bien que les respects pour les opinions et les croyances des autres». Et de souligner les progrès accomplis ainsi, y compris pour les droits des femmes...**

## LES DROITS DE L'HOMME AU SERVICE DE L'IMPERIALISME

En matière de défense des «droits de l'homme», les résultats sont pourtant éloquentes ! Depuis l'intervention en Somalie en 1992-93, à l'occasion de laquelle Monsieur Kouchner s'était déjà distingué ; avec en 1999 l'intervention de l'Otan au Kosovo, dont le même personnage fut ensuite le «pro-consul», pour éviter une épuration ethnique ; avec l'attaque en 2005 de l'Irak, les interventions militaires «humanitaires» n'ont fait qu'aggraver les situations qu'elles devaient régler. La Somalie, dont les USA se sont vite retirés, est sous la coupe des islamistes et de chefs de guerre. Le Kosovo indépendant pousse maintenant sa minorité serbe dehors. L'occupation américaine de l'Irak y entretient la guerre civile.

Pourquoi, malgré ces échecs répétés, ces interventions continuent-elles ? Les USA, impérialisme sur la défensive, cherchent, comme l'avaient tenté la Grande-Bretagne il y a plus d'un siècle, à contre-carrier leur affaiblissement par un militarisme accru et des initiatives guerrières. Cette politique des USA sera tout aussi vaine. Elle plombe sans cesse leur déficit commercial et les met sous la dépendance financière de leurs créanciers, de la Chine entre autres. Car là est bien le problème : le nouveau siècle ne sera pas celui des USA, mais plus sûrement celui de la Chine, dont la puissance économique s'affirme de jour en jour, avec comme conséquence un besoin d'énergie accru. D'où son activisme en Afrique et ailleurs. Ambition inacceptable pour les USA, ce qui les entraîne à la guerre, en particulier pour tenter de contrôler, en Irak ou en Afrique, les ressources dont la Chine a besoin.

## QUE VA DONC FAIRE L'IMPERIALISME FRANÇAIS DANS LE BOURBIER AFGHAN ?

Depuis son accession au pouvoir, Sarkozy a exprimé la volonté que la France revienne dans le commandement intégré de l'OTAN qu'elle avait quitté au temps de De Gaulle. Dans le même temps, il propose aux pays arabes une Union méditerranéenne qui vise à contrer l'influence grandissante des USA en Méditerranée et en Afrique. Alors qu'il cherche à renforcer son alliance avec les pays arabes, Sarkozy soutient Israël bien plus que Chirac ne le faisait. Les Européens, dont la France, veulent le renforcement de l'OTAN, mais ils se sont opposés à l'entrée de l'Ukraine et de la

Géorgie pour maintenir de bons rapports avec la Russie dont le rôle en Europe est de plus en plus important. Les politiciens français unanimes critiquent les atteintes aux droits de l'homme en Chine et au Tibet, mais s'emploient en même temps à maintenir de bonnes relations avec le gouvernement chinois. Politiques contradictoires ?

Les contradictions politiques de la France et de l'Europe ne sont que l'expression de leur affaiblissement dans un monde de plus en plus polarisé par les USA en déclin et par les puissances impérialistes montantes que sont la Chine, l'Inde et la Russie. Dans des rapports de forces dont l'ampleur la dépasse, la bourgeoisie française ne peut plus guère avoir une indépendance ferme et autonome. Elle balance, cherche des appuis, face à des nécessités économiques et politiques sur lesquelles elle a de moins en moins de prise. Bref, la France envoie des soldats en Afghanistan pour tenter de continuer à jouer dans la cour des grands comme au bon vieux temps d'un impérialisme français florissant.

## NOS INTÉRÊTS ET LES LEURS

De tout temps, l'effort de la bourgeoisie pour rester dans la compétition internationale inter-impérialiste a été payé par les exploités, par les ouvriers et les paysans, les nationaux comme les colonisés. Au temps de la «splendeur de notre impérialisme», beaucoup de travailleurs, aristocrates ouvriers ou petits-bourgeois, pouvaient en tirer quelques avantages directs ou indirects. Le PCF se battait déjà pour la restauration de la grandeur française, et trouvait là de quoi nourrir un espoir dans ces couches sociales privilégiées.

Aujourd'hui, la «grandeur de la France» est une vaine bataille pour laquelle la bourgeoisie française attaque socialement bien plus largement qu'auparavant. L'envoi de 1000 soldats en Afghanistan, l'agitation autour des otages en Colombie, les gestulations guerrières contre l'Iran sont symboliques de cette politique qui se traduit surtout par une attaque générale contre les travailleurs : réduction des dépenses de santé, réductions des budgets de l'éducation, flexibilité et précarité accrues pour la majorité des travailleurs, avec comme conséquence une marginalisation de plus en plus de prolétaires et d'enfants de prolétaires dont seule la violence de l'État pourra contenir les révoltes.

Le seul résultat garanti de cette tentative de restauration de la grandeur de la France, c'est la misère et l'écrasement pour la majorité. Et la mission historique de la France «patrie des Droits de l'hom-

me», c'est un des poisons idéologiques par lesquels la bourgeoisie cherche à nous endormir. Des travailleurs sont sensibles à ces grandes causes que l'on nous présente comme un «devoir de solidarité». Elles visent à nous entraîner à soutenir des aventures militaires réactionnaires.

## DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME OU INTERNATIONALISME ?

Nous avons tout à perdre à nous battre sous le drapeau de notre bourgeoisie, fût-il celui «des Droits de l'homme». Les véritables droits pour les hommes et les femmes de toute condition, les ouvriers et les travailleurs n'ont pas attendu Kouchner ou ses semblables pour les défendre. Nos luttes syndicales ou politiques, et les droits qu'elles ont permis de conquérir, en témoignent, ainsi que les engagements internationalistes passés, comme en Espagne en 1936.

Aujourd'hui, c'est au nom de la défense des «Droits de l'homme» en général et contre le terrorisme, que l'on rogne ici les droits démocratiques acquis, et que l'on déploie contre ceux qui luttent la force brutale de l'État. C'est au nom de l'intérêt national que l'on expulse et que l'on dénie aux travailleurs étrangers sans papiers le droit de vivre dans ce pays qu'ils font aussi vivre par leur travail.

Alors que Jospin envoyait des troupes en Afghanistan, nous VP, avec d'autres militants, accueillions en France une militante de RAWA, pour faire connaître et soutenir le combat révolutionnaire des femmes afghanes, et leur opposition aux interventions d'armées étrangères.

Nous subissons des attaques très violentes ici en France. Mais il ne faut pas croire que l'internationalisme est une tâche secondaire. Qu'il suffirait que chacun se batte pour soi, et ainsi nous irions tous dans le même sens. Non, l'internationalisme est l'essence même de notre combat, c'est la seule manière de faire triompher nos intérêts et de vaincre. C'est notre force en construction. C'est la préfiguration vivante d'un monde de solidarité qui efface les frontières que les idéologies bourgeoises cherchent sans cesse à dresser entre nous.

**TROUPES  
FRANÇAISES  
HORS  
D'AFGHANISTAN !**

Partisan sur le net

<http://vp-partisan.org>

École



La manifestation du 15 avril, à Paris

# ON FERME !

**8** 000 suppressions d'emplois à l'horizon 2012. 150 000 emplois supprimés dans la fonction publique d'ici 2012... dont plus de la moitié dans l'Éducation Nationale ! Ça, c'est de la restructuration de grande ampleur ! Oh, il ne s'agit que des départs à la retraite non remplacés, bien sûr, on ne peut malheureusement toujours pas licencier des fonctionnaires aussi simplement (mais les rapports Pochard et Attali prônent tous deux la fin de ce statut incompatible avec la bonne tenue de l'économie française !). Plus de 11 000 postes de profs supprimés à la rentrée 2008, et une moyenne de 17 500 emplois par an par la suite. Voilà de quoi remettre de l'argent public à la bonne place ! Pour être moderne, la France a besoin de donner du fric pour aider les patrons à rentabiliser leurs entreprises... donner dans l'œuvre caritative d'éduquer les masses est dépas-sée, surtout à l'ère internet...

**OÙ PARTENT LES HEURES ?** Bref, l'école perd donc ses profs à grands flots... Aïe ! Mais attention... comme le disait un rapport de l'OCDE en 1996 déjà : *«Si l'on diminue les dépenses de fonctionnement, il faut veiller à ne pas diminuer la quantité de service, quitte à ce que la qualité baisse...»* Les familles réagiront violemment à un refus d'inscription de leurs enfants, mais non à une baisse graduelle de la qualité de l'enseignement.

Voilà donc la première partie des mesures prévues pour supprimer plein de postes sans que ça ne se voit trop :

- Augmentation des heures supplémentaires : pour la rentrée prochaine, 3 500 postes sont transformés en heures supplémentaires... 50 000 postes à terme, 30 000 personnes qui auraient pu avoir un emploi mais qui n'en auront pas. Pour les profs, c'est «Travailler plus pour supprimer plus !»

- Diminuer les horaires des élèves : remodeler les programmes, regrouper les options de différents niveaux, supprimer des options... fermer des classes et augmenter le nombre d'élèves dans celles qui restent... Une économie de 32 000 emplois en contrepartie de toutes ces heures qui risqueraient de servir à quelque chose. Pour les élèves, c'est «Travailler moins et dans de pires conditions !»

- Diminuer le temps de formation avec la réforme des filières professionnelles : il s'agit de remplacer les BEP (2 ans) et les Bac Pro (2 ans de plus) par une unique formation en 3 ans. Cela permet non seu-

lement de réduire de 25 % les heures de cours, et supprimer plus de 10 000 emplois, mais aussi, ça permet de baisser le niveau du diplôme et donc la base des salaires, tout en rejetant du cursus professionnel les élèves en difficulté scolaire qui se retrouveront sur le marché du travail sans aucun diplôme alors qu'ils avaient un bac + 2 avant. Pour les futurs travailleurs, c'est «Travailler si on peut, mais de toutes façons gagner moins !»

**ZEP : ZONES D'ÉDUCATION PAS PARTICULIÈRES.** Évidemment, est-il besoin de le signaler, ce ne sont pas les établissements cotés des centres villes qui perdent le plus d'heures (de toutes façons, les profs y prennent déjà un nombre impressionnant d'heures sup<sup>9</sup>, ils n'ont pas de filières professionnelles, et les effectifs ne sont pas pires qu'ailleurs). Ce sont les anciennes ZEP, à l'époque Zones d'Éducation Prioritaire, où l'on considérait qu'il fallait plus de moyens à des élèves qui en avaient besoin de plus... C'est à Saint-Denis, à Aubervilliers, à Vitry... que les postes ferment, pas à Neuilly ! C'est «travailler moins pour ceux qui ont moins».

**LAISSERONS-NOUS FERMER L'ÉCOLE ?** Ils y sont peut-être allés un peu trop fort, un peu trop vite, ça bouge dans les chaumières ! Ici et là, des équipes se mettent en grève, des lycéens bloquent les bahuts, des parents organisent des journées «collège désert». Le ton monte, le rectorat fait passer des consignes alarmistes aux chefs d'établissement, et envoie la police déloger des parents d'élèves bloquant un collège. À Aubervilliers, après 10 jours de grève, un collège a déjà récupéré la majorité des heures perdues et des postes supprimés ! De toutes façons, on le sait bien, c'est «Lutter plus pour gagner plus»

Militante VP

\* Darcos, ministre de l'Éducation, a déjà prévu d'annoncer d'autres réformes en avril-mai...

# ON BRADE LE PUBLIC... POUR PAYER LE PRIVÉ !

**Les chiffres parlent d'eux-mêmes :**

- 80 000 postes de profs de bahuts supprimés d'ici 4 ans.
- 147 500 profs de bahuts privés sont aujourd'hui payés par le ministère de l'Éducation Nationale !

**Réduction drastique des moyens dans l'Éducation Nationale, fermetures de postes, baisse du nombre d'heures de cours, raccourcissement des durées des formations, enseignements au rabais, disparition des personnels éducatifs et des surveillants... Tout cela en enlevant prioritairement les moyens là où il y en avait un tout petit plus qu'ailleurs, c'est-à-dire dans les ZEP, Zones dites «d'Éducation Prioritaire».**

# Vers des écoles ghettos comme aux USA...

**O**ui mais voilà ! Cela pose un problème à toute une partie de la bourgeoisie républicaine de «gauche» ou de droite : et les élèves «méritants» ? Ces enfants des classes populaires ou moyennes, habitant les «quartiers», mais désireux de s'en sortir, travailleurs, sages, respectueux de l'autorité, de l'école, cherchant une place dans le système ? Rappelons qu'il paraît même que certains, armés de longues dents, sont arrivés à occuper des postes ministériels (comme notre actuelle ministre de la justice)... Et cette vague inquiétude caritative bourgeoise trouve son écho dans des pré-occupations plus politiques : comment maintenir l'espoir de l'existence d'un ascenseur social, qui, bien qu'illusoire d'un point de vue collectif, permet à titre individuel de monter dans la hiérarchie des classes sociales ? Car l'espoir pour les classes défavorisées de s'élever socialement constitue un puissant agent de paix sociale.

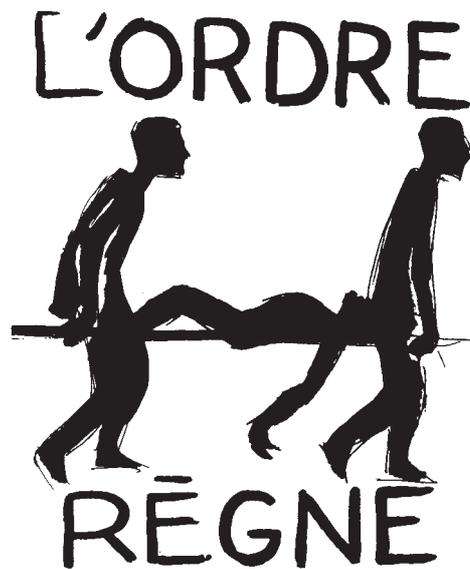
Bref, comment faire pour assurer que les bons élèves des mauvais quartiers accèdent quand même à une éducation de qualité tout en continuant à brader de plus en plus violemment l'école ?

**ÉTAPE 1 : DÉVELOPPER L'ÉDUCATION PRIVÉE.**

Depuis plusieurs années les établissements scolaires privés «sous contrat» sont de plus en plus subventionnés par l'argent public : les professeurs sont payés par l'État, l'entretien des locaux dépend maintenant des mairies, sur qui retombe aussi la charge d'organiser le transport scolaire, notamment en milieu rural et de continuer d'assurer les aides financières (cantine, etc...). Les directeurs d'établissements privés peuvent alors faire leurs bénéfices tout en maintenant des coûts de scolarité pas trop élevés pour les classes moyennes ou pauvres (mais prêtes à se saigner pour offrir à leurs enfants l'assurance d'une école privée).

**ÉTAPE 2 : FAIRE DISPARAÎTRE LA SECTORISATION.**

Aujourd'hui, un élève est censé aller à l'école primaire, au collège ou au lycée général de «secteur», c'est-à-dire celui dont dépend son lieu de résidence. Seul l'enseignement professionnel déroge à cette règle, encore qu'une prime de résidence est accordée au dossier de l'élève qui demande un lycée professionnel situé dans son district. Bien sûr, de nombreuses dérogations sont demandées, selon les langues et les options proposées par les établissements, ce qui permet aux collèges et lycées de sélectionner une partie de leurs élèves sur dossiers. Ce sont bien évidemment les familles les plus averties du fonctionnement du système, donc en général les classes moyennes, qui en bénéficient le plus. De même pour les petites «astuces» consistant à domicilier



Affiche de Mai 68

un enfant à une fausse adresse donnant accès à l'établissement choisi.

Nos candidats de droite et de «gauche» étaient d'accord sur ce point : il faut que le «bon» élève puisse se retrouver dans des établissements fréquentés par des «bons» élèves, en laissant les «mauvais» entre eux. Solution : fin de la sectorisation, n'importe quel élève peut demander d'aller dans n'importe quel établissement scolaire... Ce dernier pourra donc choisir entre tous les dossiers déposés ceux qui l'intéressent. Les «bons» élèves entre eux, avec des cours magistraux dispensés par des professeurs élitistes, et les «mauvais» élèves entre eux, sans plus de moyens supplémentaires, avec un enseignement général réduit à un «socle commun» très flou, donné dans les pires conditions.

**ÉTAPE 3 : HIÉRARCHISER LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES.**

Pour éviter que les établissements de centre ville ne soient débordés (voire refusent des enfants de la bonne société pour prendre à leur place de très bons élèves des classes populaires...), il faut établir une hiérarchie entre les collèges et lycées des quartiers. Plusieurs établissements se voient en ce moment proposer un label «Pôle d'excellence», une simple étiquette sans moyens supplémentaires qui permettra d'identifier le «bon» collège ou le «bon» lycée du coin que demanderont les «bons» élèves, pendant que les autres s'entasseront dans des zones de médiocrité.

Proposé par Royal en 2000 alors qu'elle était ministre déléguée à l'enseignement auprès d'Allègre, le système des «pôles d'excellence» est ressorti du chapeau au moment où les établissements du secondaire apprennent les baisses d'heures, les suppressions de postes et les fermetures de classes. Les Inspections d'Académie brandissent la menace de baisses d'effectifs liées à la fuite des bons élèves pour fermer des classes et poussent les équipes pédagogiques à monter des projets (qui ne pourront qu'être de façade) afin d'attirer d'autres élèves dans leurs établissements. Dispenser alors des qualifications d'excellence» paraît assurer un afflux d'élèves, d'un bon niveau qui plus est, et séduit les profs souvent peu enclins à se mobiliser.

**C'est la fuite en avant vers une école franchement à deux vitesses**, d'un côté les établissements scolaires de centre ville ou labellisés «pôle d'excellence», qui accueilleront le bon grain, de l'autre des établissements «ghetto» tentant d'encadrer l'ivraie. Les hommes naissent libres et égaux en droits, paraît-il, mais certainement pas les élèves. Si l'on croise cette orientation de la politique éducative avec les fichages (comme le fichier «base élève» qui regroupe toutes les informations y compris sociales ou médicales d'un élève) ou les pseudo dépistages de comportements délinquants dès la crèche, on commence à avoir un sacré mauvais goût dans la bouche !

Une militante VP

Carrefour à Marseille

# LES PATRONS REFUSENT DE PASSER À LA CAISSE !

**L**a journée d'action nationale du 1<sup>er</sup> février dans les fédérations du commerce a touché 80% des magasins Carrefour; à la suite de cette journée, les salariés de Carrefour Grand Littoral ont décidé de reconduire la grève sur proposition des syndicats, en particulier de la CFDT. Au cours de l'AG, les délégués CFDT ont appelé à la poursuite de la grève de façon précipitée, sans même de revendications claires. On peut penser qu'il s'agissait surtout de se redonner du crédit pour mieux peser auprès de la direction dans le dialogue social... Par contre, la CGT aurait préféré entamer le mouvement plus tard pour créer un rapport de force au moment des négociations salariales qui devaient avoir lieu environ un mois après.

Donc cette grève n'était pas prévue et encore moins à ce moment-là. Elle reflète surtout une volonté de lutte, un ras-le-bol des salariés qui n'arrivent plus à survivre avec des revenus aussi bas et des conditions de travail aussi pénibles. En plus, l'ancienneté du personnel embauché par le groupe Continent avant son rachat par Carrefour n'était pas totalement prise en compte. Une raison de plus en faveur de la grève.

**L'OPPORTUNISME DE LA CFDT.** Les grévistes demandaient une prime spéciale de 250 euros, le ticket restaurant à 5 euros, et le passage des temps partiels à temps complet. Eux-mêmes disaient «C'est pas la lune, non ?» Des revendications bien trop limitées quand beaucoup de caissières à temps partiel imposé touchent seulement 700 euros nets par mois ou 950 euros à temps complet après 12 ans d'ancienneté. Rappelons que Carrefour est n° 2 mondial de la grande distribution, n°1 en Europe, premier employeur privé en France, avec un bénéfice net de 1,8 milliard d'euros en 2006 et des ventes en progression de 7% en 2007.

Quinze jours durant, jusqu'au 16 février, les piquets de grève ont bloqué jour et nuit les livraisons pour Carrefour. Ils ont résisté à l'intervention de la Brigade anti émeute de la police nationale (rien moins que ça !) et aux pressions de la direction qui demandait la levée du blocus et qui les a assignés au tribunal pour entrave à la libre circulation des marchandises et des clients. Des salariés déterminés qui, avec le soutien de l'UL-CGT et de la Fédération CGT du commerce, ont aussi organisé des délégations dans d'autres magasins Carrefour. Des débrayages de soutien organisés par les sections CGT ont eu lieu dans plusieurs Carrefour de la région : à Carrefour Le Merlan à Marseille, à Vitrolles, à Aix-Les-Milles et à Port-de-Bouc.

Malheureusement, le mouvement ne s'est pas plus étendu. Et bien sûr, après avoir poussé à la grève, la CFDT s'est précipitée pour donner son accord sans même se donner la peine de consulter les grévistes. Voilà ce que déclarait le DS CFDT au beau milieu des négociations : «Peu importe que les salariés veuillent continuer ou pas, je signe». D'ailleurs, au bout du cinquième jour de grève, ces mêmes délégués distillaient fata-



Affiche de Mai 68

lisme et défaitisme à propos de la lutte et parlaient déjà d'accepter les propositions minimalistes de la direction. Cet opportunisme est bien à l'image du syndicalisme de cogestion prôné par la direction CFDT. On voit bien là les limites du «syndicalisme rassemble» : quelle unité peut se faire si cela va à l'encontre de l'intérêt des salariés ?

Les résultats de la grève ont été modestes : 0,50 euros d'augmentation du ticket restaurant, le paiement des deux derniers jours de grève, la promesse de temps partiels réévalués de deux à trois heures sur demande individuelle des salariés et 72 000 euros pour le Comité d'établissement.

**PRENDRE EN MAINS SA LUTTE.** Alors pourquoi un mouvement aussi énergique n'a-t-il abouti qu'à des résultats si modestes, bien loin de satisfaire les besoins élémentaires des travailleurs, surtout des femmes le plus souvent en temps partiel imposé ?

Dans le tract retraçant l'histoire de cette lutte, la CGT de Carrefour écrit : «Les salariés ont vu notre volonté à tout moment de préserver leur droit de décider et de ne pas se laisser déposséder des décisions qui les concernent... Nous vous invitons à renforcer cette conception syndicale pour les combats à venir». Il est juste d'insister sur le fait que les salariés doivent décider, rester maîtres de leur action et être fiers de leur résistance. Cependant, faute d'une habitude de conscience et organisée de lutte de classe et de masse, les salariés en grève se sentent souvent démunis dans la prise en

de dire oui à des coups de révolte des salariés, mais aussi d'aider à ce que ceux-ci soient mieux organisés, plus unis pour une lutte prolongée face aux capitalistes. Elles devraient permettre de faire des propositions pour mieux organiser la lutte : montrer les intérêts de classe, aider à élaborer un cahier de revendications axé sur les besoins réels des exploités, informer largement sur la lutte en cours, transmettre l'expérience du mouvement ouvrier... pour que les salariés n'aient pas à tout réinventer à chaque lutte. Car un prolétariat uni, c'est-à-dire organisé sur ses propres revendications, serait fort !

**POUR UNE ORIENTATION DE LUTTE DE CLASSE.** Autre point positif dans cette lutte : la solidarité interprofessionnelle a été développée notamment par le soutien des dockers et des salariés d'Air France et en mettant en place une caisse de solidarité. Une motion de soutien est aussi parvenue des salariés d'un Carrefour du Brésil.

Mais comme les directions syndicales confédérales refusent une orientation de lutte de classe et de masse et une réelle convergence des luttes, les syndiqués se retrouvent enfermés dans la routine des combats dispersés : les journées d'action et les luttes se font sans préparation suffisante et trop souvent site par site et branche par branche ; face aux attaques systématiques et organisées du patronat et du gouvernement, une réponse au coup par coup, ponctuelle et isolée ne peut permettre de remporter des victoires.

A eux seuls, les mouvements de grève n'amenent pas la fin de l'exploitation, mais ils peuvent montrer l'incompatibilité des intérêts entre ouvriers, employés d'un côté, et capitalistes de l'autre. La lutte de Carrefour Grand Littoral est une résistance indispensable, mais, comme le syndicalisme, elle est limitée : aucune transformation radicale des conditions de vie et de travail des exploités ne peut arriver sans une lutte prolongée pour renverser la domination capitaliste.

Les intérêts ouvriers ne pourront être pleinement satisfaits sans une perspective anticapitaliste, défendue et organisée dans un parti des exploités et conduisant à un changement profond de société.

Militants et sympathisants VP

## PROPOS DE GREVISTES

En fin de grève, et au vue des peu de résultat matériel de la grève, le journal CQFD interrogeait des grévistes :

«Amers ? - «Non, il n'y a pas un sentiment d'échec», remarque Jean-Paul, «plutôt de la frustration, avec la fierté d'avoir tenu bon.» Lynda : «Une amitié forte s'est créée. On croyait que les gens seraient démoralisés, qu'il n'y aurait plus de mouvement pendant des années, mais beaucoup nous disent qu'ils sont prêts à recommencer demain. Les filles sont fières de ce qu'elles ont fait, malgré les problèmes d'argent. On s'est découvert un vrai courage, ça fait du bien. Humainement, ça a été magnifique !»



## DACIA LA FRANCE VUE DE ROUMANIE

Un lecteur nous a transmis un journal roumain, daté du 28 mars, surlignant l'article «9000 travailleurs de Dacia Automobile ont manifesté dans la rue». L'article expose les faits, et il traduit un certain regard vis-à-vis de la France.

**LES FAITS.** «Les travailleurs de Renault-Dacia à Pitesti ont démarré la grève totale illimitée le lundi (24 mars) à 7 heures du matin, suite à l'échec des négociations entre les syndicats et la direction de l'usine». «La direction de Dacia-Pitesti a contesté la légalité de la grève totale, déposant une plainte au tribunal d'Arges. Ce dernier en rendra sa décision que le 2 avril».

La «France» apparaît de deux manières dans cette lutte. Les textes de deux banderoles sont notés : «Nous voulons le droit de vivre» et «Nous rejetons l'oppression française». Mais l'article insiste longuement sur la présence et l'intervention d'Antonio de Almeida. «Le représentant de la CGT, syndicat français de Renault-Cléon, présent à Mioveni en signe de solidarité, s'est également adressé à la foule». «Nous luttons contre le même patron en France et en Roumanie», a-t-il déclaré, «et nous serons victorieux». Il y a clairement deux «France» en Roumanie, celle de l'oppression, et celle de la résistance.



Piquet de grève devant Carrefour

Sanofi-Aventis Vitry

# Une reconversion en trompe-l'œil

**J**OYEUX ANNIVERSAIRE ! Fin février la nouvelle est tombée sur le site : toutes les fabrications sauf une vont s'arrêter d'ici 2012. L'usine Sanofi-Aventis de Vitry-sur-Seine, banlieue Sud de Paris, de même que le centre de recherche qui la jouxte, s'apprétaient à fêter les cent années d'existence du site. Joli cadeau d'anniversaire pour les travailleurs qui ont fait la richesse du trust (7 milliards de profit en 2006, idem en 2007, pour 100 000 salariés dans le monde). Dans l'hypothèse optimiste, cela entraînerait environ 471 suppressions d'emploi sur 640 salariés. L'hypothèse optimiste, c'est si les promesses de création d'emploi faite par la direction se réalisent. Car pour vendre son plan de restructuration, la direction l'a appelé du joli mot de «reconversion». Un atelier de biotechnologie est censé s'élever sur l'une des pelouses du site. Mais en fait la direction n'a rien promis. La décision n'est pas bouclée et le site de Vitry est en concurrence avec celui de Francfort pour l'implantation future des «biotechms».

**INQUÉTUDE ET D'ATTENTISME.** Ce n'était pas la première restructuration. En 55 ans, l'usine est passée de plus de 400 produits fabriqués à une quinzaine. Des pelouses parsèment le site, là où s'élevaient des ateliers. Les salariés s'attendaient donc à quelques arrêts mais pas à tous. La brutalité de la nouvelle a surpris et tétanisé la majorité. L'ambiance n'est pas au combat. L'inquiétude et l'attentisme dominent. Seule une minorité rêve d'en découdre, plus réduite que les noyaux des dernières grèves. Les discussions tourment essentiellement autour des solutions individuelles et rarement sur les possibilités collectives. Un premier rassemblement, le 1er avril au siège, a été un succès, mais cependant en dessous de ce qu'on pouvait espérer après une attaque aussi forte.

**LA PRATIQUE DU MEDEF.** Cette annonce très en amont de la fermeture des fabrications, est désormais une pratique générale du MEDEF. C'est par exemple ainsi que s'est passée la fermeture de l'usine Alstom-AREVA de Saint-Ouen. C'est ainsi que se fait la restructuration du site Citroën-Aulnay avec l'arrêt de l'une des lignes de montage, délocalisée en Tchéquie.

L'objectif des patrons est d'individualiser au maximum, échelonner les mesures, découper les situations selon les services, l'âge, la qualification et repousser la responsabilité du reclassement ou du licenciement sur les salariés eux-mêmes. L'idée qu'ils cherchent à installer c'est : «Ne vous préoccupez pas, tout va bien se passer... et suscitez le chacun pour soi !

**MAUVAIS TEMPS EN PRÉVISION.** Car cela ne va pas bien se passer. Les mesures d'âge prévues ne vont concerner qu'une minorité et les emplois créés (une centaine, dans l'hypothèse de l'implantation de la biotechnologie) ne seront que partiellement attribués aux salariés de l'usine. D'ici 2012, le travail va continuer et ils vont pousser à faire des stocks dans des conditions dégradées : moins de personnel suite aux départs

volontaires, nombre croissant d'intérimaires, ambiance pourrissante. Puis des vagues de mutations non désirées. Enfin les reclassements externes (l'autre nom du licenciement sec) pour le dernier carré.

**UNE FRANGE MILITANTE QUI S'ACTIVE.** Dans cette ambiance d'attente, un noyau de délégués et de travailleurs combattifs débat de la lutte à mener. Outre les discussions sur les moyens de lutte, deux points de vue émergent sur les objectifs.

Le point de vue dominant est de faire converger les intérêts différents de chacun vers une lutte commune. Que ceux qui veulent partir en préretraite partent dans les meilleures conditions possibles. Que ceux qui veulent un emploi en aient un satisfaisant. Que ceux qui veulent en profiter pour se faire muter ailleurs puissent le faire sans perte de revenu, etc. Les camarades de Lutte Ouvrière ont défendu très tôt cet objectif. C'est d'ailleurs autour de cet axe «Obtenir des garanties collectives pour chacun» que s'est unifiée l'intersyndicale CGT-SUD-Syndicat Démocratique (un syndicat local animé par Lutte Ouvrière).

L'autre idée, minoritaire, est l'élaboration d'un contre-plan. Elle est défendue plus particulièrement par les militants du PCF, suivant en cela la pratique que ce parti a eue sur toutes les restructurations depuis plus de trente ans. Elle veut rendre crédible la lutte en proposant une alternative raisonnable et technique dans le cadre de la concurrence et du marché actuels. En bref : «un autre capitalisme est possible». Il s'agit de concilier l'intérêt des travailleurs avec les objectifs affirmés de reconversion vers la biotechnologie, en contestant quelques choix d'arrêt de fabrication. Pour le moment, le projet est peu étoffé et peu défendu. Mais on est sûr qu'il va falloir en reparler, c'est partout la politique du PCF et des directions syndicales CGT, de AREVA Montrouge à Arcelor Mittal, en passant par Miko, Kléber ou ailleurs.

**CE QUE VOIE PROLÉTAIRIENNE DÉFEND.**

Gagner demande de partir de l'intérêt des travailleurs, de tous les travailleurs et rien que des travailleurs.

D'abord le principe de solidarité défendu par l'intersyndicale. Il inclut les sous-traitants, mais doit inclure aussi les précaires dont le nombre risque va croître au fil de l'avancée du plan.

Parmi toutes les revendications, celle qui est centrale est la question de l'emploi. L'emploi des salariés de Sanofi, mais aussi l'emploi en général. De ce point de vue, le «Zéro licenciements» n'est pas suffisant. Car même si cet objectif est atteint par des reclassements satisfaisants, l'usine aura dégagé du paysage et il ne restera que deux ateliers high tech et un peu moins de chance de se faire embaucher pour les chômeurs alentours. Le département 94 sera un peu plus un département populaire et ouvrier, mais... sans usine.

Gagner suppose, dès que possible, de sortir de l'usine pour trouver une solidarité auprès d'autres travailleurs. Cela demandera de diffuser un discours dénonçant la politique de la direction : Zéro suppression d'emploi ; pas de baisse de revenu, pas de déqualification. Cela demandera de ramer



Les travailleurs du site de Vitry devant le siège de Sanofi



Affiche de Mai 68

à contre-courant et de traiter la question du risque et de la pollution car les habitants alentours, peu salariés par Sanofi, sont plutôt contents de voir disparaître un site classé «Seveso».

Gagner demande aussi de combattre toute tentative de contre plan. La démarche «d'amélioration» nous amène sur le terrain de l'adversaire ; à raisonner sur ce qui est rentable ou pas. Et pourquoi pas, demander une hausse du prix des médicaments ou accepter une intensification du travail et quelques suppressions d'emploi. **Le contre plan ne mobilise pas mais rend les travailleurs spectateur des joutes entre experts, notables politiques et membres de la direction.**

**DÉBUT D'UNE LUTTE PROLONGÉE.** L'expérience des derniers plans de restructuration montre que le sort ne se joue pas en un combat au finish, mais qu'il s'agit d'une lutte prolongée. La solidarité se construira progressivement, pas forcément avec les mêmes personnes que ceux qui ont fait les grèves de ces dernières années.

La direction sait que ce sera difficile. Elle n'a pas, pour le moment, de syndicat

ouvrier qui puisse lui servir de relais. Elle a limogé en urgence le directeur qui risquait par ses maladresses de mettre de l'huile sur le feu, et elle a embauché un directeur de Rhodia pour mener à bien cette fermeture de site. Il faut croire que personne, dans les costards-cravattes du siège, ne voulait de cette tâche.

**UN TRAVAIL POLITIQUE À FAIRE.** Le travail d'organisation de la lutte devra aussi s'accompagner d'une dénonciation de la politique de Sanofi et d'une dénonciation du capitalisme en général. Comment la recherche des plus bas coûts conduit le trust à déplacer ses capitaux sans aucun souci pour nos vies. Comment Sanofi et avant, Rhône Poulenc, puis Aventis, ont pillé allégrement la Sécu et nos cotisations et larguent les produits et les ouvriers qui les fabriquent quand ils ne le peuvent plus. Comment l'argument de pollution a bon dos aujourd'hui après cent ans de dégâts sur les sols, la Seine, les habitants et, surtout, les salariés qui ont travaillé sur le site. La victoire sera aussi politique ou elle ne sera pas.

**PREMIER AVRIL PREMIERE ACTION**

Le Comité Central d'Entreprise du premier avril, au siège de la Croix de Berny, a détaillé le volet social du plan de restructuration. Nous étions 150 personnes à nous y inviter le matin pour un accueil grilles fermées, malgré l'engagement de la direction de recevoir tout le monde. Motif : la restructuration ne concernait que l'usine or une cinquantaine de salariés du centre de recherche étaient venus en solidarité. Eux-mêmes ont connu plusieurs restructurations ces dernières années en 1998 et, dernièrement, la fermeture du centre de recherche de Romainville et la suppression de 150 emplois sur Vitry.

La discussion s'est tendue jusqu'à ce qu'on s'énerve et qu'on ouvre en force la grille. Une poussée et nous étions dans la place, y compris avec les journalistes et les élus PC venus nous soutenir avec leur écharpe.

La confrontation avec la direction s'est faite dans un amphithéâtre. Rien de neuf sur le social qu'on ne savait déjà, mais un laïus des directeurs sur la pollution (passée et présente) et les biotechnologies (futurs) ; discours tenus sous des vagues de huées.

Deux types d'interventions venant de la salle : une partant des productions pour en défendre le maintien, l'autre partant directement de la défense des salariés. Pour le moment ces différences d'approche se combinent sans se heurter.

Une passe d'arme intéressante a eu lieu entre un membre du Conseil Général du 94 et un des directeurs. Ce dernier a reproché à l'élu de Vitry un double langage sur la pollution : impitoyable dans l'enceinte de la Mairie où il avait été convoqué, et soft dans l'amphithéâtre devant les difficultés de Sanofi à suivre des normes qui ont brutalement baissé dernièrement.

Le trust n'est certes pas tout rose et la lutte contre la pollution était un souci mineur jusqu'à récemment, mais cet échange nous a fait toucher du doigt l'ambiguïté de la Mairie de Vitry dans cette affaire. L'arrêt des fabrications semble aussi s'inscrire dans le cadre de l'aménagement de la Seine-amont. Moins d'usine, plus de bureaux, des immeubles de standing et un aménagement des berges de la Seine en lieu de vie futur. La Mairie considère peut-être que c'est incompatible avec une usine «Seveso» sur la zone. Il faudra revenir sur ces aspects par la suite.

Cette initiative est la première que nous ayons menée depuis l'annonce des arrêts de fabrication, le 21 février. L'action réussie permet de poser pour la première fois le collectif de lutte comme une alternative au repli individualiste et à la déprime.

Un premier pas qui en appelle d'autres.

Militant VP

« Considérant que le drapeau de la Commune est celui de la République universelle ; Considérant que toute cité a le droit de donner le titre de citoyens aux étrangers qui la servent (...) Considérant que le titre de membre de la Commune est une marque de confiance plus grande encore que le titre de citoyen (...) La commission est d'avis que les étrangers peuvent être admis (...)

Rapport de la Commission des élections de la Commune de Paris, 30 mars 1871

## LES ÉTRANGERS DE LA COMMUNE DE 1871



Elisabeth Dmitriev, russe

**D**eux mille étrangers grossissent les rangs des communards : majoritairement des Belges, Luxembourgeois, Polonais, Italiens, Hongrois, mais aussi quelques Suisses, Roumains, Espagnols, Américains, Allemands, Hollandais, Autrichiens, Danois, Anglais, Russes, Turcs, Égyptiens, Haïtiens, et, enfin, des noirs et des arabes qui, après avoir été enrôlés dans les colonies et jetés les premiers contre les troupes prussiennes, sont de la partie.

Des étrangers se retrouvent ainsi à des postes dirigeants. Deux officiers polonais, Dombrowski et Wroblewski, sont à la tête de troupes importantes, la Légion fédérale belge occupe des fonctions dans l'armée de la Commune, annonçant les futures Brigades internationales pendant la guerre d'Espagne. Un Hongrois, Léo Frankel, fait office de premier ministre du

Travail. Membre élu de la Commune et nommé à la commission du travail et de

Leo Frankel, hongrois



l'échange, il est à l'initiative des premières mesures sociales du mouvement communiste, comme la suppression du travail de nuit dans les boulangeries et l'exploitation, par l'association coopérative des ouvriers, des ateliers abandonnés par leurs propriétaires, ou encore l'interdiction des amendes et retenues sur salaires. Intéressé par le sort des femmes, il est en relation avec une jeune Russe, correspondante de Marx, Elisabeth Dmitrieff, qui fonde, avec Nathalie Le Mel, l'Union des femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés.

Quelle leçon d'internationalisme en ce début du XXI<sup>e</sup> siècle où des mesures et des lois présentent certains étrangers comme indésirables, où l'on parle de quotas, d'immigration choisie, où l'on décide l'expulsion annuelle de 25 000 étrangers, où la loi incite les étrangers à faire pratiquer des tests ADN pour le regroupement familial !

Aujourd'hui le gouvernement fiche l'étranger sans papiers, peut consulter les noms de ceux qui les ont un jour hébergés. Que dire des centres de rétention où s'entassent des étrangers en attente de leur éventuelle expulsion, une attente qui pourrait être prolongée jusqu'à dix-huit mois.

Pendant la Commune de Paris, face à la république haineuse de Thiers, et au journal *Le Figaro* qui réclame l'exécution, après jugement sommaire, des généraux polonais, les étrangers mêlés aux Fédérés ont fière-



Jaroslaw Dombrowski, polonais

ment brandi le drapeau rouge de l'internationalisme et de la République universelle.

Cet article est largement inspiré de ceux de Marcel Cerf et Thérèse Gourmaud paru dans la revue de l'Association des Amis de la Commune de Paris (1871) [www.commune1871.org](http://www.commune1871.org)

**Pour en savoir plus sur ce premier «gouvernement de la classe ouvrière», lisez notre brochure : 1871, Au nom du peuple la Commune est proclamée A commander à notre boîte postale**

## WALERY WROBLEWSKI UN GENERAL DE LA COMMUNE

**W**roblewski est né le 5 décembre 1856 à Zoludek, aux confins nord-est de la Pologne. Au cours de ses études il entre en contact avec les démocrates révolutionnaires russes, ce qui influence sa formation politique. Puis, il travaille dans la région de Grodno en militant, en même temps, pour ses idées sociales. Quand, en janvier 1865, éclate l'insurrection contre la domination russe, le jeune Walery y prend une part active en commandant un groupe de maquisards.

Après la défaite de l'insurrection et la répression qui a suivi, il passe quelques mois en Galicie (sous domination autrichienne) ; ensuite, comme beaucoup de ses compatriotes, il se réfugie à Paris. Il y exerce différents petits métiers. Il n'abandonne pas l'activité politique, adhère (1866) à l'Union des démocrates polonais qui lutte pour une Pologne «bâtie des mains de ses travailleurs» et libérée de la domination tsariste.

Après la chute de Napoléon III et la restauration de la république, avec un groupe de militaires polonais, il propose au général Trochu la formation d'une légion polonaise pour la défense de Paris contre les Prussiens. Trochu refuse car il a, en réserve, son fameux plan de défense qui se soldera par une totale défaite. Pour lutter contre l'envahisseur, Wroblewski entre dans la Garde nationale – une Garde formée de volontaires souvent venus du petit peuple parisien.

Début avril 1871, il devient le commandement de la cavalerie des Fédérés sur la rive gauche de la Seine. Ses connaissances militaires, sa bravoure sont ensuite mieux utilisées. Puis, on lui confie la direction de l'armée dite du centre avec le titre de général.

Le 11 mai, à la tête des 105<sup>e</sup> et 187<sup>e</sup>

bataillons fédérés (qui comptent beaucoup de Polonais), il reprend le fort de Vanves aux Versaillais. Il s'y maintient deux jours malgré des tirs d'artillerie très violents. Il doit évacuer le fort en raison de la puissance du feu ennemi et de l'effectif très réduit de ses propres forces.

Wroblewski, pendant la Semaine sanglante, oppose une résistance acharnée aux attaques versaillaises dans le XIII<sup>e</sup> arrondissement. Replié sur le XI<sup>e</sup> arrondissement, place du Château-d'Eau, mais les hommes valides et les munitions manquent. Il continue la lutte comme simple garde national.

### COMBATTANT DE L'INTERNATIONALE.

Après la chute de la Commune, Wroblewski réussit à se cacher quelques mois à Paris. Puis il se réfugie à Londres où se trouvent déjà de nombreux

Communards. Il monte une petite imprimerie, mais sa situation matérielle est très difficile. Marx et Engels, qui ont une très grande estime pour ce vaillant général de la Commune, lui viennent souvent en aide. Le 30 août 1872 à Paris, les massacreurs de la Commune le condamnent à mort par contumace.

Membre du Conseil de l'Internationale, il devient secrétaire-correspondant pour la Pologne. Il assiste au V<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale à La Haye (septembre 1872) comme délégué du Conseil général et de la section polonaise. Il vote l'exclusion de Bakouine. Au cours d'un séjour à Genève, il noue des contacts avec le groupe de révolutionnaires russes animé par Lavrov. Il participe également aux travaux de l'émigration polonaise, surtout dans le cadre de l'Association du Peuple polonais. Après Londres, pendant quelques années, Wroblewski habite en Suisse.

En 1885, il revient en France, il travaille à Paris comme imprimeur à la Lanterne et comme contrôleur des ventes à l'Intransigeant, en maintenant ses contacts politiques et ses activités patriotiques, jouissant d'une énorme popularité auprès des émigrés polonais.

Wroblewski meurt le 5 août 1908. Lors de ses obsèques des milliers de personnes, arborant l'églantine et la cocarde rouge, suivirent le convoi de la gare d'Orléans au cimetière du Père Lachaise. La Fédération socialiste de la Seine, la Fraternelle des Anciens Combattants de la Commune, le Parti socialiste révolutionnaire russe, le Parti socialiste polonais, de nombreuses organisations syndicales et ouvrières, des anonymes français ou polonais rendirent un dernier hommage au combattant de la liberté, fidèle à la devise polonaise : «**Pour la liberté, la nôtre et la vôtre**» et à l'**internationalisme prolétarien**.



Walery Wroblewski, polonais

## NOUVELLE-CALÉDONIE LA POLITIQUE DU BATON

**L**e 17 janvier, un rassemblement de 200 personnes est violemment dispersé par les forces de l'ordre. Bilan : 20 blessés, dont cinq gravement chez les manifestants, cinquante interpellations. Dix syndicalistes sont emprisonnés, puis cinq autres arrêtés les jours suivants. Les dirigeants syndicaux qui avaient échappé aux arrestations ont été spectaculairement recherchés : interventions d'agents masqués du GIPN (équivalent policier du GIGN), perquisitions musclées des domiciles, encerclement des locaux syndicaux.

Qu'ont-ils fait ? Une chose grave assurément : ils font grève. Le rassemblement réprimé manifestait sa solidarité avec les grévistes de Carsud en lutte depuis quatre mois. Ils demandent la réintégration d'un chauffeur, délégué syndical, qui a été licencié. Carsud est une entreprise de transport du groupe Veolia. Depuis le début du conflit neuf autres syndicalistes ont été licenciés. Ils sont membres de l'USTKE (Union syndicale des travailleurs kanaks et des exploités), principale organisation syndicale de Nouvelle-Calédonie.

Répression antisyndicale dans l'entreprise ; répression antisyndicale à l'extérieur par les pouvoirs publics. La conjugaison est trop spectaculaire pour ne pas suggérer une action concertée. Veut-on briser l'USTKE ? Voici quelques années déjà, des groupes

d'investisseurs potentiels avaient exercé de fortes pressions pour que le droit syndical soit le plus réduit possible. Les richesses locales, le nickel allèchent les firmes transnationales. Et l'existence d'un syndicalisme combatif énerve. D'autant plus lorsqu'il se mêle aussi de défendre l'écologie en soutenant les luttes contre les formes les plus polluantes de l'exploitation minière.

En tout état de cause, des syndicalistes ont été jugés à Nouméa. Les médias restent silencieux.

### SOLIDARITÉ KANAKY : LIBERTÉ POUR LES 19 SYNDICALISTES DE USTKE.

**Le collectif Solidarité Kanaky organise une soirée lundi 21 avril**, à partir de 19h, à la Bourse du Travail à Paris (rue Charlot, salle Eugène Hénaff, métro République ou Filles du calvaire) pour informer sur ce qu'il se passe en Nouvelle-Calédonie et pour sensibiliser, plus généralement, sur la répression anti-syndicale.

Le 21 avril sera le jour où le Tribunal de Nouméa rendra son verdict pour les 19 syndicalistes, le procureur ayant réclamé des peines de 1 mois à 1 an de prison ferme.

# La politique française de l'immigration

## 2 • LA RECONSTRUCTION D'APRÈS GUERRE

**L'**immigration «choisie», l'identité nationale, déjà en 1945 : L'Etat, par les ordonnances de 1945, devient responsable en titre de la politique migratoire.

Après la guerre de 39-45, le PCF et la SFIO au gouvernement avec De Gaulle déterminent la circulation et l'installation des immigrés en fonction des besoins de la «reconstruction nationale».

Ce gouvernement va s'attacher à redonner à la France son rang de grande puissance impérialiste. Deux axes sont privilégiés : la reconstruction de l'industrie et le maintien des colonies à tout prix. D'où les sanglantes répressions des mouvements autonomistes à Madagascar en 1947, dans les pays du Maghreb, massacre à Sétif le 8 mai 1945 et en Indochine. Au niveau de l'industrie, non seulement il est urgent de reconstruire les usines détruites et remettre en marche la production mais surtout, concurrence inter impérialiste oblige, il faut rattraper les retards en matière de technologie et sciences que les autres pays qui n'ont pas été occupés, notamment les Etats-Unis et le Royaume Uni, ont largement développés.

Étant donné qu'une bonne partie de la main d'œuvre nécessaire au patronat est morte sur le champs de bataille pour l'honneur de la France, l'état va organiser la venue d'immigrés d'Allemagne, Pologne, Italie, Espagne, Portugal. Il aura aussi recours aux ruraux des campagnes françaises et puisera dans l'abondant vivier des réfugiés. La prospection, qu'il organisera via l'ONI, (Office National de l'Immigration), favorisera une main d'œuvre, si possible non coloniale, pour effectuer les tâches refusées ou inoccupées par les français. Les militants politiques et les intellectuels seront écartés comme potentiellement communistes et menaçant la sécurité.

Les députés, encouragés par Parodi, ministre du Travail et Cassin, juriste, votent le 2 novembre 1945 une ordonnance qui va constituer le cadre juridique du contrôle de l'immigration et marquer la politique française de l'immigration jusqu'à nos jours.

### COMPROMIS ENTRE TROIS COURANTS : XÉNOPHOBIE DÉMOGRAPHIQUE, ÉCONOMIQUE.

Le gouvernement doit concilier les intérêts contradictoires entre les besoins de main d'œuvre des capitalistes et les politiciens nationalistes voire racistes qui, pour combler le déficit démographique, veulent maintenir une France blanche et européenne du Nord. Les grands spécialistes de l'époque, Mauco et Sauvy, obnubilés par la défense de «l'identité française», estiment que seuls les immigrés dont les caractéristiques sont jugées proches de «l'ethnie française» ont droit à être naturalisés. Sauvy présente une étude sur l'assimilabilité suivant les origines des immigrés. Mauco (1), refuse la naturalisation des réfugiés arméniens et méditerranéens (2). Pour eux, il y a deux types d'immigration souhaitable : Les immigrés qui sont là pour répondre aux besoins économiques, «le rendement quantitatif représentera l'élément décisif. L'assimilation sera secondaire.» Et une immigration sélectionnée destinée à four-

nir de nouveaux citoyens français.

Le 12 juin 1945, De Gaulle signe une directive à son ministre de l'Intérieur stipulant que sur le plan ethnique, il faut limiter l'afflux des méditerranéens et des orientaux et naturaliser en priorité les Belges, Luxembourgeois, Suisse, Hollandais, Danois, Anglais, Allemands, etc... qu'il est nécessaire que les professions libérales, commerciales, bancaires, ne soient pas largement ouvertes aux étrangers.

**QUE TROUVE-T-ON DANS CES ORDONNANCES DE 1945 ?** Article 7 : «L'étranger ne peut exercer une activité professionnelle salariée sans y avoir été préalablement autorisé par le ministre chargé du Travail; Cette autorisation précise la profession et la zone dans laquelle l'étranger peut exercer son activité.»

Article 22 : «Toute personne logeant un étranger, même à titre gracieux, devra en faire la déclaration au commissariat de police.» Le travailleur étranger n'est admis qu'à titre provisoire et Il est sous le contrôle de l'administration.

Ce régime ne s'appliquait pas aux Algériens ni aux ressortissants des colonies françaises considérés comme main d'œuvre nationale. En effet, le statut de l'Algérie de septembre 1947 cosacre la «continuité» territoriale et la «liberté de circulation» entre les deux pays, ce qui règle en faveur des grands industriels français le vieux conflit (de plus de quarante ans) qui les opposait aux colons d'Algérie à propos de la main d'œuvre migrante algérienne. A noter que ces ordonnances n'abrogent pas la loi de «protection de la main d'œuvre nationale» de 1932. Elles reprennent pratiquement le contenu du décret -loi de 1926. Les innovations sont les doubles cartes (séjour plus travail) et les différentes durées de validité de ces cartes.

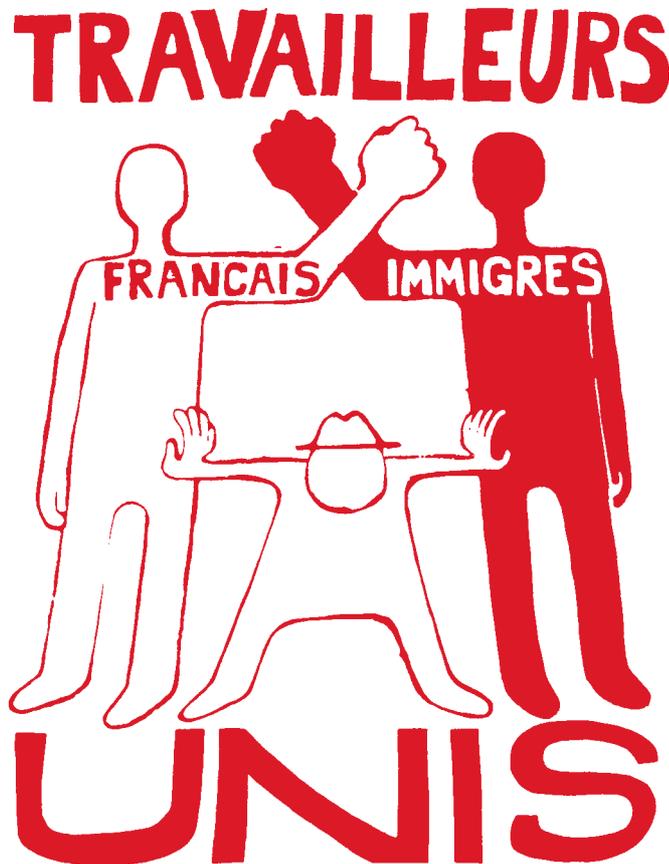
### CRÉATION DE L'OFFICE NATIONAL DE L'IMMIGRATION (ONI).

Réguler l'immigration, choisir, trier, amener, orienter pour que l'industrie tourne à plein, mais pas en finir avec l'exploitation des travailleurs. L'ONI est proposée par Ambroise Croizat, député communiste, et doit servir d'intermédiaire entre les employeurs et les travailleurs immigrés. Le PCF la présente comme une conquête ouvrière dans la mesure où elle oblige le patronat à un contrat de travail assurant aux travailleurs immigrés les mêmes droits qu'aux travailleurs français, une assurance de logement, une prime de déplacement à même de couvrir les frais de son voyage et la possibilité de transférer sans ponction la majeure partie de ses économies vers son pays d'origine. Dans les archives du PCF, un compte rendu du bureau politique du 27 février 1947, affirme qu'il faut «considérer l'immigration comme un problème de grand intérêt national, pour l'immédiat (main d'œuvre) et l'avenir

(démographie)». Suivent

ces propositions : «1- Prendre les dispositions nécessaires pour : a) que soient amenés en France des éléments jeunes, sains et robustes, ainsi que des pères de famille susceptibles d'immigrer avec de grands enfants ; b) que soient créés des centres d'accueil, de triage et d'orientation vers les centres où la main d'œuvre est nécessaire.» «Le parti de la classe ouvrière» considère les ouvriers immigrés comme du bétail à «trier». En ce qui concerne les naturalisations le PCF s'affaire pour leur conserver un caractère «européen» comme le veut la bourgeoisie. «Notre politique d'immigration doit tendre à assimiler le maximum d'étrangers (polonais, italiens, belges...) avec la perspective de faire procéder à leur naturalisation, le problème se pose autrement avec les Nord Africains destinés à revenir dans leur pays d'origine après un séjour plus ou moins long en France». Ensuite le PCF précise les conditions de naturalisation de ces étrangers : «agir dans le cadre de la législation actuelle pour que la priorité soit accordée, dans l'ordre suivant, aux demandes présentées par les mineurs, les ouvriers des villes, les ouvriers agricoles, les pères de 3 enfants au moins, les anciens combattants et résistants.» «Le parti de la résistance», considère-t-il que le fait d'avoir combattu les armes à la main contre le fascisme et l'occupant nazi, donne moins le droit à la naturalisation, que le fait de fournir sa force de travail au capitalisme français ?

Mais ces mesures qui accordent les mêmes droits et protègent les travailleurs immigrés gênent le patronat qui voit d'un mauvais œil la présence des syndicats dans le conseil d'administration de l'ONI. Les décrets d'application de ces ordonnances sont bloqués. Le patronat préfère se passer de l'ONI en embauchant des immigrés algériens, considérés comme français et donc ne relevant pas de l'ONI, qui se présentent «spontanément» aux portes des usines. Pas de frais de prospec-



Affiche de Mai 68

tion ni de recrutement et flexibilité adéquate aux aléas des commandes.

Dans un système capitaliste où l'Etat représente les intérêts de la bourgeoisie et du patronat, les lois votées par l'Assemblée Nationale mais qui dérangent ceux-ci ont vite fait d'être détournées dans la pratique. Ainsi, l'Etat, alors que les députés ont finalement voté contre le fait de sélectionner la main d'œuvre en fonction de l'origine, installe les bureaux de recrutement de l'ONI uniquement dans des pays européens. Et les guichets de l'administration, par voie de circulaires diverses, vont rogner les droits établis et condamner les travailleurs immigrés à un traitement spécifique et réducteur. Par exemple, l'entreprise Renault cherche à recruter des Marocains pour son usine à Flins. Elle promet de payer le voyage, de fournir un logement et d'accorder aux travailleurs immigrés les mêmes avantages sociaux qu'aux travailleurs français. Mais l'Etat va prétexter que les familles étrangères polygames font plus d'enfants pour mettre en place un droit qui sera celui du pays d'origine, ce qui réduit les allocations familiales à peu de chose. Les travailleurs immigrés se révoltent, notamment à Mantes-La-Jolie, et l'Etat signe des accords bilatéraux avec les pays d'origine selon le principe «à chacun ses droits selon sa nationalité». Ces accords entérinent en fait une discrimina-

tion juridique inadmissible alors que les travailleurs immigrés paient les mêmes impôts et cotisations salariales que leurs homologues français. Discrimination que l'on retrouve actuellement puisque les Tunisiens et Algériens ne sont pas concernés par les applications de la circulaire de janvier 2008 sur le travail.

Alors la création aujourd'hui d'un ministère de «l'immigration et de l'identité nationale», le mot d'ordre d'«immigration choisie» et la volonté de mettre des quotas par profession voire région, toutes ces mesures ne sont que la continuité de la politique de la bourgeoisie en matière d'immigration.

Nous verrons dans notre prochain article comment se réalise cette politique depuis les années 60, à travers la flexibilité, la pénurie de main d'œuvre et la guerre économique exacerbée que nous vivons depuis près de 30 ans.

Alexandra

### A LIRE

Dans le numéro 76 de la revue **Plein droit**, mars 2008, du **Groupe d'Information et de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés (GISTI)**, vous pouvez trouver un dossier :

Hortefeux, acte I • Regroupement familial : l'acharnement • L'intégration à rebours • Amendez ! Il en restera toujours quelque chose... • Une armée de travailleurs de réserve • Procédure d'asile : une tricherie, pas une réforme • Biométrie : corps étrangers sous contrôle • À quoi sert encore le Conseil constitutionnel ?

[www.gisti.org](http://www.gisti.org)

Lutte Ouvrière

**P**artons de la déclaration de Lutte Ouvrière, «Au lendemain des élections municipales», du 10 mars 2008, c'est-à-dire au lendemain du premier tour.

«Lutte Ouvrière... a participé à 69 listes unitaires au côté d'autres partis de gauche, et présenté 117 listes LO. Nous avons présenté 58 listes de plus qu'en 2001. Le nombre total d'électeurs des municipalités concernées a cependant été de 6 680 000, c'est-à-dire 15% de l'électorat. Seule une minorité de l'électorat a pu donc s'exprimer sur des listes où figuraient des candidats LO. «Dans les municipalités où des listes unitaires n'ont pas pu se constituer, nos résultats confirment le maintien de notre électorat, un électorat populaire d'extrême-gauche. Mais ils montrent également qu'une partie de nos électeurs a cru plus utile d'exprimer sa désapprobation de la politique de Sarkozy en votant pour les listes de gauche.»

Un rappel, donc : LO a proposé systématiquement l'union avec la «gauche». Si l'union ne s'est pas faite partout, c'est que le PC ou le PS n'en avaient pas besoin. Et ce fut le cas le plus souvent : 69 listes unitaires, 117 listes de LO seule.

Deuxièmement, l'électorat de LO se «maintient», mais pas en nombre de voix ! Et les voix qui ne sont pas allées à LO se sont reportées surtout non pas sur «des listes de gauche», comme il est dit, mais surtout sur les listes LCR.

Suite du communiqué : «Au deuxième tour (...) nous appelons, bien sûr, nos électeurs à confirmer leur vote du premier tour. (Mais) il est saugrenu d'appeler à battre la droite là où, par le biais du Modem ou autrement, la droite est représentée sur des listes du Parti socialiste.»

On est donc dans «l'union de la gauche», l'objectif étant de «battre la droite». Faut-il continuer à classer LO dans «l'extrême-gauche» ? L'union électorale est-elle une union gauche et extrême-gauche quand LO développe, dans la campagne électorale, le même discours réformiste que le PC et le PS ? Tout travailleur conscient sait bien, par expérience, que la différence entre la «gauche» bourgeoise et la droite est très, très minime.

Fin du communiqué : «Quel que soit cependant le choix (des électeurs) au deuxième tour, nous leur donnons rendez-vous dans les luttes sociales qui ne manqueront pas de survenir tant les travailleurs seront amenés à lutter s'ils veulent stopper les attaques anti-ouvrières du grand patronat et de ses serviteurs politiques au gouvernement.»

## “ Au lendemain des élections municipales ”

Comme le PCF, LO marie le réformisme électoral avec le réformisme des luttes. Il faut «stopper les attaques anti-ouvrières», oui, mais c'est encore défensif. Des attaques, il y en aura tant que la bourgeoisie aura le pouvoir économique et le pouvoir politique. De leur côté, les élections n'ont jamais permis de renverser ce pouvoir de la bourgeoisie. La LCR est plus proche de la vérité quand elle dit qu'il faut créer un nouveau parti des travailleurs, un parti révolutionnaire. Mais ce parti ne

se créera pas à l'occasion d'élections... Rappelons la déclaration de LO au lendemain du premier tour des municipales de 2001. Elle était compatible avec un point de vue révolutionnaire : «Là où nous pouvons nous présenter au deuxième tour (quelques cas au moins), nous nous maintiendrons. Là où nous ne pouvons pas, nous n'appellerons en aucun cas à voter pour la gauche gouvernementale car les travailleurs ont été bien assez trompés depuis 1981.» MC

Affiche de Mai 68



## AMIANTE : ALSTOM CONDAMNÉE ET LES AUTRES ?

Alstom a été condamnée pour avoir contaminé ses salariés à l'amiante dans son usine de Lys-lès-Lannois, près de Lille. D'abord au Tribunal de Grande Instance de Lille. Et la direction avait fait appel. Mais la Cour d'Appel de Douai a confirmé la condamnation : 9 mois avec sursis pour le PDG, 75 000 euros d'amende, et 10 000 euros pour chacun des 168 salariés ainsi qu'à chaque syndicat qui s'était porté partie civile. Les peines sont légères, alors qu'il y a déjà

plusieurs morts et de nombreux blessés : quelques mois de prison avec sursis, c'est-à-dire non effectués, et un peu de fric. Mais qu'est-ce que ça représente pour un grand groupe international ? Quelques petits frais supplémentaires... Il y a un autre problème : les faits délictueux se sont produits à Lys-lès-Lannois de 1998 à 2001. L'amiante a été interdit d'importation, de vente et d'utilisation à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1997. Et la direction, sachant qu'elle allait bientôt fermer l'usi-

ne, n'a tout simplement pas appliqué la loi. Il ne faut pas qu'elle s'étonne d'être condamnée. Mais que dire de tous les patrons, y compris Alstom, qui ont utilisé l'amiante avant 1997 ? Avaient-ils le droit d'empoisonner leurs salariés, ou devaient-ils assurer l'hygiène et la sécurité ? Le vrai procès de l'amiante reste à faire. L'Andeva, l'association de défense des victimes de l'amiante, le réclame depuis des années.

Dans la Seine-Saint-Denis, il y avait des listes trotskistes dans 19 communes sur 40, celles du PT (parti des travailleurs), celles de la LCR (ligue communiste révolutionnaire), et celle de Lutte Ouvrière.

## Les voix trotskistes dans le 93

### Municipales (93)

PREMIER TOUR	2001	2008	VARIATIONS
PT N. de listes	6	8	+ 33%
N. de voix	2007	2586	+29%
LCR N. de listes	3	6	+ 100%
N. de voix	1910	4975	+ 160%
LO N. de listes seule	11	4	
N. de voix	7190	1510	
(N. de listes d'union)	0	12)	
Total N. de listes	20	18	
N. de voix	11 107	9071	

Il est difficile de commenter les résultats de LO, mais on peut tout de même comparer les résultats des trois communes (Aulnay-sous-Bois, Les Lilas et Montreuil) où des listes LO étaient présentes en 2008 comme en 2001. Le total des voix y passe de 2225 à 1510, soit une baisse de 32%.

Les résultats de Montreuil sont particulièrement intéressants car les trois listes, PT, LCR et LO, sont présentes en 2001 et en 2008.

### Montreuil

MUNICIPALES 1ER TOUR	2001	2008	VARIATIONS
N. de voix PT	713	359	- 50%
LCR	895	1694	+ 89%
LO	961	505	- 47%
Total voix	2569	2558	=
Total %	12,6%	9,5%	

Pourquoi le pourcentage baisse d'un quart, passant de 12,6 à 9,5, alors que le nombre de voix est quasiment le même (2558 contre 2569) ? Parce que, sur la commune, le nombre d'inscrits est passé en 7 ans de 44 635 à 51 255, et le nombre de suffrages exprimés de 20 326 à 26 920. Il faut en conclure que le nombre total de voix pour les listes trotskistes baisse, même si celles de la LCR augmentent.

Les mêmes évolutions se constatent au niveau national. Voici les chiffres concernant LO :

### Municipales

PREMIER TOUR	2001	2008	VARIATIONS
Listes LO seule	128	118	
Voix exprimées	2 752 385	2 710 287	- 1,5%
Voix LO	120 347	52 008	- 57%
En %	4,37%	1,91%	
Nombre d'élus	33	14	
Listes d'union	0	69	
Nombre d'élus	0	65	

**LES MAINS LIÉES.** Les résultats de LO baissent très nettement, mais le nombre de ses élus augmente aussi très nettement. Son but, avoir des élus, a été atteint. Mais à quel prix politique ? 82% de ses conseillers municipaux (65 sur 79) ont été élus sur des listes d'union de la gauche. Liste qui ne sont pas seulement «technique» (commune lors des élections et exprimons nous séparément demain). LO dit garder sa «liberté de parole» dans les municipalités, mais en s'engageant souvent à l'avance à voter le budget qui oriente toute la politique municipale !

Femmes

QUESTIONS ET RÉPONSES

# Droits des femmes et égalité réelle

# L'hostilité syndicale au travail des femmes

**1 PEUT-ON ATTENDRE DE LA SEULE LÉGISLATION UNE GARANTIE D'ÉGALITÉ DES DROITS ?** Depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, il y a eu des évolutions du droit des femmes, mais il ne faut pas se faire d'illusions. L'égalité professionnelle est reconnue comme principe dans les conventions européennes et internationales, inscrite dans le droit français depuis 1985. C'est souvent resté lettre morte. La discrimination à l'égard des femmes se maintient à chacune des étapes : la formation, l'embauche, les qualifications, les classifications, les formes d'emplois, les salaires, le chômage, la précarité. Les femmes travaillant de plus en plus, le travail domestique, invisible, effectué dans l'espace familial, et effectué par les femmes est devenu un gisement d'emplois. Martine Aubry (ministre PS) a intégré ces emplois familiaux dans la convention collective des employés de maisons. Cela renforce l'image dégradée, peu payé, flexible et servile du travail des femmes pour maintenir la qualité de la vie. Dans certains quartiers, les filles ne peuvent pas sortir seules le soir. Il faut une lutte idéologique, et un rapport de force pour lutter contre la division sexuelle traditionnelle du travail, et aussi contre le patriarcat et le sexisme.

Mais des luttes existent : femmes de ménage, caissières, luttes que nous devons soutenir et populariser, comme ces caissières de Carrefour à Marseille qui ne gagnent que 700 euros net à temps partiel, ou cette factrice du Tarn qui a eu 250 CDD. Il faut se battre pour plus de temps libre, afin de pouvoir militer et s'occuper de nos enfants, donc lutter contre la thématique réactionnaire de «travailler plus pour gagner plus». Comme on disait en Mai 68, «on ne veut pas perdre sa vie pour la gagner». La bourgeoisie est réactionnaire, mais a su adapter son discours aux avancées des luttes des femmes. En France, les femmes n'ont eu le droit de vote qu'en 1945. Dès 1925, le PC présentait des femmes sur ses listes électorales. Elues, ces femmes se trouvaient révoquées par l'Etat bourgeois. Depuis, il y a des ministres femmes au gouvernement, mais elles défendent avant tout les droits de l'Etat et les patrons, pas les droits des femmes. Notre organisation se bat pour plus de crèches, nous voulons aussi socialiser les tâches domestiques, pour cela nous affirmons qu'il ne saurait y avoir de révolution sociale sans qu'une transformation radicale des rapports entre hommes et femmes, qui soit partie prenante non seulement de la nouvelle société à construire, mais aussi de tout le processus de la révolution.

**P**our aborder l'actualité du combat pour les droits des Femmes en 2008, nous avons choisi de constituer un dossier : un article extrait de «l'Histoire du travail des Femmes» de Françoise Battaglia, aux éditions La Découverte, met en évidence les résistances à ce combat pour l'égalité dans les rangs mêmes des syndicalistes au XIX<sup>e</sup> siècle. Ce passé a laissé des traces dans la société capitaliste d'aujourd'hui, c'est pourquoi à partir de ce retour en arrière, nous nous sommes posés les trois questions suivantes :

- Peut-on attendre de la seule législation une garantie de droits égaux entre hommes et femmes ?
- Dans la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière, la question des droits des femmes est-elle secondaire ?
- Où en est-on aujourd'hui au point de vue de l'égalité réelle dans la société ?

**AVANT 1914**, les militants ouvriers sont généralement hostiles au travail des femmes en usine. Les logiques du développement capitaliste ne suffisent pas à expliquer la division des emplois selon le genre : la domination patriarcale exercée par les hommes sur les femmes, attribuant le travail domestique à ces dernières, s'est maintenue grâce à leur infériorisation sur le marché du travail, soutenue par les travailleurs eux-mêmes. A travers les syndicats, les hommes ont ainsi défendu leurs prérogatives, contribuant à maintenir les frontières entre identités masculines et féminines.

Les ouvriers de métier, qui s'expriment lors des congrès ouvriers, sont fortement

marqués par la pensée de Proudhon\* sur l'infériorité féminine et défendent la spécificité des rôles, à savoir aux hommes le travail en usine, aux femmes le foyer. Le congrès national ouvrier tenu à Marseille en 1879 est remarquable par la place qu'y occupe la question des femmes. A la convergence d'un mouvement féministe renaissant et d'un mouvement ouvrier très actif, mais encore à la recherche de son institutionnalisation, il est le symbole de l'éphémère rencontre entre représentants ouvriers et féministes. A travers les 9 rapports consacrés à la question des femmes s'exprime la palette des opinions congressistes sur la faiblesse naturelle de la femme et son rôle dans la perpétuation et la sauvegarde de la race ; l'importance de la famille pour l'ouvrier, la résistance à l'entrée des femmes dans le salariat et la préférence pour le travail à domicile, l'aspiration à ce que le salaire de l'homme suffise à faire vivre la famille.

Au-delà du clivage des positions hostiles ou favorables au travail des femmes, s'exprime dans les écrits des militants ouvriers des débuts de la III<sup>e</sup> République, une réflexion plus large sur la condition faite aux femmes par la société capitaliste «réflexion par laquelle c'est le travail même à l'atelier qui produit l'infériorité de la femme, c'est l'atelier le lieu de l'oppression spécifique, économique, mais surtout corporelle et sexuelle». L'enjeu est économique, – le salaire de l'homme doit lui permettre d'aider sa famille – et symbolique, à travers le contrôle de l'appropriation du corps des femmes de la classe ouvrière.

Les voix féministes qui s'expriment au congrès de Marseille font aussi de l'indépendance des femmes une question de

dignité. Hubertine Auclert, représentante de la société *Le Droit des femmes et de celle des Travailleuses de Belleville*, l'exprime avec force. Et elle n'hésite pas à faire de l'égalité économique et politique des femmes la condition de la légitimité de la lutte des travailleurs contre la domination de la bourgeoisie.

**LES CRAINTES D'AUCLERT** – que la question des femmes ne soit reportée après l'avènement de la société socialiste – se réalisent et, à la fin du siècle, cette question cesse d'être inscrite au programme des congrès nationaux ouvriers. Mais la concurrence entre travailleurs masculins et féminins reste d'actualité et est discutée dans les congrès des fédérations ouvrières.

Dans les branches très féminisées, le travail des femmes soulève peu de discussions à condition que les ouvrières soient cantonnées dans des emplois traditionnellement féminins ou subalternes. En revanche, les inquiétudes les plus vives s'expriment lorsque l'introduction de machines permet de remplacer les hommes par des femmes et d'abaisser les salaires. Ainsi, à Saint-Etienne, en 1900, à l'issue d'une grève à laquelle les ouvrières ont apporté leur participation malgré leur faible représentation dans les syndicats, l'un des leaders déclare : «les grandes usines occupent de préférence les femmes parce qu'elles sont payées moins cher, si cela continue, les femmes feront le velours, et les hommes la cuisine». Pourtant, il ressort de l'analyse des congrès ouvriers et de la presse syndicale que la revendication d'égalité des salaires ne fait guère recette. Elle n'émerge que dans les secteurs où existe une réelle situation de concurrence et apparaît comme un moyen d'évincer la main d'œuvre féminine. De même, à la fin du siècle, les exigences d'application stricte des lois protégeant le travail des femmes aboutit surtout à les écarter de certains emplois.

**2 DANS LA LUTTE POUR L'EMANCIPATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE, LA QUESTION DU DROIT DES FEMMES EST ELLE UNE QUESTION SECONDAIRE ?** Dans le domaine du travail, les femmes restent les plus concernées par les travaux précaires, le temps partiel, les bas salaires. Cela rejaillit aussi sur les conditions de travail des hommes, c'est un combat qui nous concerne toutes et tous. Les femmes comme les hommes doivent lutter pour imposer l'égalité salariale et obtenir les conditions sociales de l'activité salariée pour les parents (crèches, services sociaux, horaires de travail, RTT...). C'est un combat clef pour nous qui voulons construire une autre société débarrassée de l'exploitation. Chaque fois que les femmes s'engagent fortement dans des luttes collectives, elles bouleversent inévitablement le statut quo des rapports hommes/femmes. C'est une des conditions du renforcement de l'unité de la classe ouvrière pour gagner.

**3 QUELS ASPECTS SONT PRIORITAIRES AUJOURD'HUI ?** La population active en France est composée de 14,8 millions d'hommes et de 12,8 millions de femmes. L'emploi féminin est en augmentation. Mais les femmes représentent 82% des emplois à temps partiel, souvent dans des emplois que le syndicalisme a du mal à prendre en compte. Ces emplois précaires, souvent occupés par des femmes d'origine immigrée ou élevant seule leurs enfants, ils sont souvent sur des horaires atypiques, travail du week end, des dimanches...

Militantes VP

Militantes VP

\*Proudhon : penseur anarchiste du XIX<sup>e</sup> siècle dans son livre «Qu'est ce que la propriété?»

**À COMMANDER À NOTRE BOITE POSTALE**

OCML-VOIE PROLÉTARIENNE

6<sup>e</sup> CONGRÈS AVRIL 2004

★ La lutte pour la transformation des rapports hommes/femmes fait partie de la lutte pour la révolution

1.50

Une brochure **Partisan** 1.5 euro

# Une étape historique

L'extrême-gauche semble nettement majoritaire : voilà comment on pourrait traduire en français la situation politique du Népal. Les élections à l'Assemblée Constituante devant mettre fin à la monarchie ont eu lieu le 10 avril. Les résultats définitifs n'en seront connus que le 22 avril. Mais les premiers résultats connus à ce jour - 15 avril - placent le PCNm - Parti communiste du Népal, maoïste - nettement en tête.

Ainsi, selon [francenepal.info](http://francenepal.info), sur 215 élus, le PCNm en compte 117, soit 54%. Le Nepalese Congress (disons : parti de droite) : 53. Le PCN-UML (disons : parti de gauche) : 29. Deux partis du Tarai : 29. Travailleurs et paysans : 2. Sadhabana : 2. Indépendant : 2. Front Uni : 1. Le scrutin est complexe ; 240 sièges sont pourvus à

la majorité ; 355 à la proportionnelle, pour lesquels le dépouillement est plus long ; 26 sont nommés par le Conseil des Ministres. Au total, sur 601 sièges, le PCNm pourrait en avoir 40% ou un peu moins.

« Nous avons été un peu surpris par le résultat », a commenté Chandra Pradash Gajurel, un dirigeant du PCNm. « Nous savions que nous bénéficions d'un grand soutien de la population mais nous n'avions pas imaginé une victoire de cette ampleur. » « Le plus grand défi pourrait venir de forces conservatrices qui essaieraient de troubler la sécurité du pays. »

En effet, si une étape historique est franchie, la lutte ne fait que commencer. Les pressions vont être énormes, de la part des classes possédantes comme des « démocraties » étrangères, et jusqu'à l'inté-

rieur du PCNm, pour que l'immense espoir de libération soulevé chez les paysans, les travailleurs, les femmes, les castes opprimées, etc, se perde dans les sables d'un développement capitaliste. Et pour que les réalisations politiques et sociales d'un nouveau pouvoir populaire, gagné par le fusil plus que par les urnes, ne donnent pas de mauvaises idées aux travailleurs de l'Inde voisine, du Tibet, ou d'ailleurs.

Il n'y a pas si longtemps encore (la guerre populaire a duré de 1996 à 2006), l'Inde, les USA, l'Angleterre fournissaient une aide militaire à l'Armée royale népalaise pour écraser le soulèvement populaire. Raté ! Les « terroristes » sont au pouvoir. Et ils ont le soutien de la population.

MC



## LE PROGRAMME D'UNE RÉVOLUTION NATIONALE ET DÉMOCRATIQUE

**Les élections à l'Assemblée Constituante du Népal ont été fixées au 12 avril. La fin de la monarchie deviendra officielle mais elle est d'ores et déjà acquise. Les forces en présence sont : le « Nepalese Congress », représentant de la bourgeoisie et du capitalisme ; l'UML (PC « marxiste-léniniste unifié » - et non OML comme indiqué par erreur dans un précédent Partisan), parti de « gauche », communiste en paroles et pro-capitaliste en réalité ; et le PCNm, parti communiste du Népal (maoïste), représentant politique des paysans et des travailleurs, pour qui la révolution démocratique n'est qu'une étape vers le socialisme et le communisme.**

Le programme du PCNm ne tombe évidemment pas du ciel, il est le produit de nombreuses années de lutte politique, y compris de réalisations concrètes dans les zones libérées. Le programme actuel renvoie en particulier au programme du Front, adopté en septembre 2001, « Programme et politique minimum communs du Conseil Populaire Révolutionnaire Unifié ». Voici le plan de ce programme et quelques extraits\*

**PLAN**  
Principes politiques. 2. Système étatique. 3. Armée et système de défense populaires. 4. Terre et révolution agraire. 5. Industrie, commerce, finances et développement des infrastructures. 6. Culture et éducation. 7. Santé et sécurité sociale. 8. Nationalités et question régionale. 9. Femmes et famille. 10. Castes opprimées (Dalits). 11. Politique étrangère.

**EXTRAITS DU CHAPITRE 5, PARAG. 40 à 50**

Il n'est pas possible, sans une industrialisation nationale rapide, de transformer radicalement l'économie actuelle du Népal gravement prisonnière de la grande pauvreté, du chômage, du sous-emploi, du sous-développement et de la dépendance, et de répondre aux besoins importants, économiques et culturels, de la société. C'est pourquoi, dans la Démocratie Nouvelle / système démocratique populaire, l'industrie sera considérée comme le secteur dirigeant de l'économie et des projets planifiés seront réalisés pour son rapide développement. Dans ce but, la voie d'une rapide industrialisation dans le pays sera basée sur la nationalisation du capital mal utilisé aux mains des compradores et de la bourgeoisie bureaucratique du pays (...)

Il sera mis fin à l'inégalité économique sectorielle et géographique régionale, et au processus de développement tourné vers l'extérieur qui l'emporte actuellement, et des projets planifiés seront mis en œuvre

pour un développement équilibré entre l'agriculture et l'industrie, l'industrie légère et l'industrie lourde, les industries villageoises et les industries modernes, les régions rurales et les régions urbaines, et les plaines et les montagnes.

Pour les travailleurs, la semaine de 40 heures et un salaire minimum seront décrétés et strictement mis en œuvre. La participation des travailleurs à la direction des industries sera garantie. Une politique d'encouragement du système de coopérative dans les petites industries et les industries villageoises sera suivie.

Le commerce des produits de base et le commerce extérieur sera sous contrôle de l'Etat ; alors que le commerce dans les autres secteurs sera entre les mains du secteur privé (...)

Les coopératives de consommateurs seront encouragées de façon à ce que soient fournis au peuple des produits de consommation disponibles et à bas prix (...)

Il sera mis fin à l'exploitation et à l'oppression du capital financier international sur le pays ; le pays sera libéré des dettes étrangères ; et il y aura un contrôle de l'Etat sur les principales institutions financières du pays (...)

Il sera mis fin à la pénétration financière impérialiste et au sabotage intérieur sous couvert d'ONG.

Considérant l'inaccessibilité et les difficultés de la plupart des régions montagneuses, le système de transport et de communication sera développé de manière planifiée. Une attention particulière sera

apportée à la construction d'infrastructures telles que les routes, les ponts, etc, dans les zones rurales (...)

Au lieu de projets hydro-électriques géants et dépendants, l'accent sera mis sur des projets petits et moyens, autonomes et

à usages multiples. L'attention sera portée sur le développement du secteur du tourisme de telle sorte qu'il serve les intérêts du pays et du peuple.

\* Publié dans le numéro 8, janvier 2005, de *The Worker*, organe du PCNm

### COMITÉ DE SOLIDARITÉ FRANCO-NEPALAIS

Blog : [nouveaunepal.over-blog.com](http://nouveaunepal.over-blog.com)  
Mail : [comitenepal@hotmail.fr](mailto:comitenepal@hotmail.fr)

## Palestine

### POUR LE DROIT AU RETOUR POUR TOUS LES REFUGIES PALESTINIENS

Les « Amis de la Fondation Culturelle Ghassan Kanafani (AFCGK) » nous annoncent qu'ils ont réalisé un document de 4 pages :  
Le 2 novembre 1948-2008 : 60 ans d'exil pour les réfugiés palestiniens.  
1948 : le peuple palestinien chassé de sa terre  
AFCGK : 3, rue Alfred Riom 44000 Nantes  
e-mail : [fcgk44@free.fr](mailto:fcgk44@free.fr) • site internet : <http://fcgk44.free.fr>

## L'UML A REFUSÉ L'ALLIANCE ELECTORALE

Le président du parti maoïste Prachanda a accusé l'UML (Parti communiste népalais -marxiste-léniniste unifié, NdT) d'avoir fui l'alliance de gauche sous la pression des Etats-Unis. « Après que l'ambassadeur américain ait dit de ne pas forger d'alliance avec les maoïstes, l'UML s'est enfui », a-t-il dit, s'adressant à un rassemblement électoral à Dahaban, district de Rolpa, le lundi 17 mars. Prachanda a ajouté que les Etats-Unis ont dit à l'UML qu'ils ne voulaient pas voir les maoïstes gagner.

**Depuis de nombreuses années, VP participe aux travaux de la Conférence Internationale des Partis et Organisations Marxistes-Léninistes. Nous avons signé les trois principales résolutions de la Conférence lors de sa session de 2007, tout en formulant des réserves. Nous reproduisons ici de larges extraits de notre position, débattue en Comité Central (Les inter-titres sont de Partisan).**

## POUR L'UNITÉ INTERNATIONALE DES MARXISTES-LÉNINISTES !

### CONTRADICTIONS INTER-IMPÉRIALISTES

(Les résolutions) posent bien l'évolution actuelle des contradictions inter-impérialistes, avec la montée en puissance de la Chine qui, parmi les puissances impérialistes, « connaît la plus forte croissance ». La caractérisation des contradictions mondiales et de leur interaction nous paraît juste, mais leur interaction est à approfondir...\*

### RESTAURATION DU CAPITALISME EN URSS.

La première résolution commence comme suit : « *Le prolétariat a subi une défaite avec la restauration du capitalisme en Union soviétique depuis 1956.* » Nous sommes toujours en divergence sur le fait de considérer que la restauration du capitalisme daterait en URSS de 1956. Malgré l'expropriation des moyens de production et d'échange, des rapports capitalistes se sont maintenus, d'autres se sont développés bloquant progressivement les transformations engagées par la Révolution d'octobre et permettant la restauration capitaliste...\*

### RAISONS DES ÉCHECS DU SOCIALISME

Il est dit « *La question décisive devenait désormais : comment cette défaite serait assumée et comment les masses viendraient à bout de la propagande parlant de la soi-disant fin du socialisme. Entre-temps, ce creux est surmonté...* » Nous ne pensons pas que les masses aient dépassé cela. Raison de plus pour s'éclaircir sur les raisons des échecs, même si la conscience des communistes ne suffira pas, à elle seule, à contrer la propagande anti-communiste sur les échecs.

### LUTTES CONTRE L'IMPÉRIALISME AUJOURD'HUI

Nous pensons qu'en tant que communistes, nous devons non seulement constater l'enlisement des impérialistes en Irak et en Afghanistan (et souhaiter leur défaite), mais encore caractériser, politiquement et socialement, les diverses oppositions en vue d'apporter un soutien positif et internationaliste à celles qui expriment une voie progressiste...\*

### AMÉRIQUE LATINE ET NÉPAL

Latitudo vis-à-vis des gouvernements cubain, vénézuélien et bolivien ne peut se réduire au constat de leur lutte contre l'impérialisme américain. Ces gouvernements, s'ils sont amenés à prendre des mesures en faveur des masses, défendent avant tout la construction d'un capitalisme national. La tâche des communistes, dans ces pays comme ailleurs, est de construire un parti menant la lutte des classes sur la base des intérêts ouvriers et paysans...\*

Par ailleurs pour ce qui concerne le Népal, nous considérons comme sectaire de ne pas noter le rôle éminent joué par le PCN maoïste dans le développement de la lutte populaire...\*

### NOS TÂCHES POLITIQUES

Nous sommes pleinement en accord sur le constat fait de la contradiction entre l'aggravation des contradictions de classe, les faiblesses du mouvement marxiste-léniniste et l'état subjectif de la classe. Malheureusement, la déclaration n'approfondit nullement cette analyse pour en dégager des tâches politiques...\*

### UNITÉ INTERNATIONALE DES MARXISTES-LÉNINISTES

Nous constatons, comme le fait la déclaration, le développement de coordinations, de rencontres au niveau international, qui répondent à la nécessité de faire face à l'impérialisme de façon unifiée. Ces coordinations, ces rencontres sont diverses, tant dans leur ampleur que dans leur contenu politique (CI, MRI, rencontre du PTB, Rencontre de marxistes dans les pays arabes, rencontres dans le sous-continent indien, coordinations en Amérique Latine,...). Cela est extrêmement positif, même si celles-ci représentent des courants politiques entre lesquels des divergences importantes existent. Nous constatons que certaines organisations marxistes-léninistes, et non des moindres, participent à plusieurs de ces regroupements.

**LA CONCLUSION APPELLE À RENFORCER L'UNITÉ IDÉOLOGICO-POLITIQUE ENTRE LES PARTIS ET ORGANISATIONS.** Toutefois cela ne peut se faire que si les divergences existantes sont mises en débat. La référence « à l'influence du dogmatisme », aux « erreurs et déviations opportunistes de droite et sectaire de gauche » pointe les problèmes, mais quelles sont ces erreurs et déviations et qui les porte ? Il nous paraît indispensable de poser les contradictions, pour que leur traitement avance...\*

CI : conférence internationale  
MRI : mouvement révolutionnaire international  
PCN : parti communiste du Népal  
PTB : parti du travail de Belgique

\* Pour lire les documents dans leur intégralité, voir notre site ou demandez-les à notre boîte postale

**International Newsletter**  
DEFEND MARXISM-LÉNINISM AND MAO ZEDONG THOUGHT  
31 December 2007 Publisher: Joint Coordinating Group (JCG) No. 14

**RESOLUTIONS**  
of the 8th International Conference of Marxist-Leninist Parties and Organizations

**RESOLUCIONES**  
de la 8ª Conferencia Internacional de Partidos y Organizaciones Marxistas-Leninistas

**RESOLUTIONS**  
des 8. Internationalen Konferenz der Marxistisch-Leninistischen Parteien und Organisationen (ICMLPO)

**RESOLUTIONEN**  
des 8. Internationalen Konferenzen der Marxistisch-Leninistischen Parteien und Organisationen (ICMLPO)

Revue de la Conférence Internationale.  
Parution irrégulière en anglais, castillan et allemand

Nous avons signé

La Déclaration commune - Mars 2008

# RETRAIT IMMÉDIAT DES TROUPES ÉTRANGÈRES D'IRAK ET D'AFGHANISTAN !

**SOLIDARITÉ AVEC LA LUTTE DE LIBÉRATION ANTI-IMPÉRIALISTE EN IRAK, AFGHANISTAN ET PALESTINE ET DANS TOUTE LA RÉGION !**

Le 20 mars 2003, ce fut le début de la guerre d'agression contre l'Irak et de l'occupation qui en fut la conséquence, sous la direction de l'impérialisme US et avec le soutien des impérialistes d'autres pays en termes militaires, politiques et économiques. Cette guerre d'agression a été l'attaque la plus large et la plus forte qui ait été menée par les impérialistes dans les dernières décennies, dans le cadre d'une stratégie générale (en ce qui concerne le Moyen Orient), englobant les agressions contre les peuples afghans, palestinien et libanais.

Malgré l'immensité des destructions et du nombre des victimes, que l'impérialisme US a engendrée, cela ne constitue qu'une étape qui, on peut le prévoir, sera suivie par un accroissement renouvelé du nombre des destructions et de victimes. C'est le but impérialiste, et l'impérialisme US le poursuit maintenant avec des menaces grandissantes et des préparations de guerre matérielles pour une guerre contre l'Iran.

Les agressions contre le peuple irakien et contre les autres peuples du Moyen Orient ont rencontré une résistance solide, continue et héroïque. Les masses populaires des pays du Moyen Orient ont mis sur pied une résistance qui est l'un des centres de résistance les plus importants de la lutte que les masses populaires mènent contre les guerres impérialistes dans le monde entier.

Sans cette résistance, l'agression impérialiste se serait déjà encore plus étendue, englobant d'autres pays, en commençant par la Syrie et l'Iran. Tout le monde doit reconnaître le droit de ces peuples à se défendre eux-mêmes contre toute agression, ce même droit qui fut exercé par les masses populaires qui résistèrent contre les armées nazies et fascistes en Europe et contre les armées japonaises en Asie pendant la deuxième guerre mondiale.

Les échecs sévères que l'impérialisme US doit subir au Moyen Orient, ainsi que la défaite qui les menace, les affaiblissent dans le monde entier et constituent un encouragement certain pour la lutte internationale de ces peuples et de la classe ouvrière dans les pays impérialistes.

L'impérialisme est la source de toutes les guerres d'agression : la meilleure contribution à la paix est donc la lutte contre l'impérialisme.

En ce cinquième anniversaire du commencement de la guerre, nous, signataires de cette déclaration, condamnons l'agression contre l'Irak et contre toutes les masses populaires des pays du Moyen Orient.

Nous soutenons la résistance des masses populaires d'Irak, d'Afghanistan et de toute la région du Moyen Orient contre les agresseurs impérialistes, et nous soutenons le droit à l'autodétermination de ces peuples. Nous déclarons notre soutien actif aux mouvements anti-militaristes et pacifistes dans nos propres pays et travaillons à leur développement grâce à des efforts systématiques d'explication parmi les masses populaires.

Nous invitons tous les partis, organisations et personnes qui ont à cœur la défense de la paix, le droit à l'autodétermination des peuples, la démocratie authentique et le progrès, à signer ce document, à le faire signer largement, et à organiser ou participer à des manifestations populaires pour la défense des valeurs pour lesquelles nous combattons : contre la misère, la destruction et la guerre que les puissances impérialistes infligent aux masses populaires, aujourd'hui et demain, dans le monde entier, pour l'édification d'un monde agréable à vivre pour toute l'humanité, dans la perspective d'un futur radieux.

La menace contre la paix dans la région du Moyen Orient et dans le monde entier provient des impérialistes. Ce ne sera que lorsque les peuples se seront libérés de l'impérialisme, sous la direction des travailleurs, qu'ils pourront vivre ensemble dans une paix durable et dans l'autodétermination. C'est pourquoi la lutte contre la libération sociale et nationale nécessite la perspective du socialisme. Il y a donc besoin pour cela de construire des partis et organisations authentiquement communistes, et de renforcer leur étroite coopération à pied d'égalité.

## RETRAIT IMMÉDIAT DES TROUPES ÉTRANGÈRES D'IRAK ET D'AFGHANISTAN !

**SOLIDARITÉ AVEC LA LUTTE DE LIBÉRATION ANTI-IMPÉRIALISTE EN IRAK, AFGHANISTAN ET PALESTINE ET DANS TOUTE LA RÉGION !**

**Le Groupe de Coordination Commune (JCG) de la Conférence internationale des partis et organisations marxistes-léninistes (ICMLPO) appelle à signer cette déclaration.**

Il est possible de ne signer que certains passages ou paragraphes.

Contact : JCG, PO 13 10 58, D-70 068 Stuttgart, Allemagne • Fax : ## 49-711- 99 79 571  
E-mail : [int.co@t-online.de](mailto:int.co@t-online.de) • [www.icmlpo.de](http://www.icmlpo.de)

Signataires (à la date du 18/03/08) : Organisation marxiste-léniniste d'Afghanistan (MLOA) ; Parti communiste révolutionnaire d'Argentine (PCR) ; Parti marxiste-léniniste d'Allemagne (MLPD), Organisation communiste de Grèce (ROE) ; Parti Ranjibarun d'Iran (Parti des travailleurs d'Iran) ; Association pour la solidarité prolétarienne, Italie ; Parti des comités de soutien à la résistance - Pour le communisme (CARC), Italie ; Union des travailleurs en lutte, Italie ; GML/Rode Morgen (Pays-Bas) ; Front démocratique national des Philippines (NDFP) ; Parti communiste de Turquie/Marxiste-léniniste (TKP/ML) ; Union des communistes révolutionnaires de Turquie (TIKB) ; Parti communiste révolutionnaire d'Uruguay (PCR) ; Organisation révolutionnaire des travailleurs (ROL), USA ; Parti communiste du Népal (Mashal) ; Parti communiste marxiste-léniniste-maoïste, Bolivie ; Voie prolétarienne (OCML-VP).

Après juin 1968, comme après tout mouvement qui inspire une trouille bleue aux tenants de l'ordre capitaliste, la bourgeoisie s'est employée à éliminer un maximum de traces de ces deux mois de crise sociale et politique. Une fois le premier travail d'effacement accompli, à l'aide d'un certain nombre de repentis, de philosophes, de sociologues et d'hommes de médias patentés, les commémorations ont pu commencer à être produites pour les médias de masse, en niant l'essentiel pour les générations suivantes : le caractère ouvrier et le caractère politique des «événements». Cet article est le fruit d'un travail collectif de militants et de sympathisants VP. A lire dans son intégralité sur notre site.

## Les étudiants montraient le chemin de la révolte

**D**ébut mai 1968, la répression des étudiants en lutte aboutit à deux résultats inverses des espoirs de la bourgeoisie : - de plus en plus de jeunes, étudiants et lycéens, rejoignent le mouvement ; - le mouvement étudiant gagne de plus en plus la sympathie des milieux populaires. Dans la jeunesse ouvrière, en particulier, il y a toujours eu la haine des flics.

**LA CONTAGION.** Début mai, un premier brassage entre étudiants et ouvriers s'opère dans la rue, au fur et à mesure que les combats de rue s'accroissent. Les étudiants sont rejoints par un nombre croissant de jeunes ouvriers, s'extirpant de la raideur bureaucratique des syndicats, et par des ouvriers au chômage, groupe dont le rôle et le nombre réel ont été largement minimisés. Les hommes au service du pouvoir parlent à l'époque de «non-étudiants», manière pudique d'éviter de dire «travailleurs».

Les «non-étudiants» demeurent toujours dans une ombre mystérieuse, assimilée à «la pègre» par le ministère de l'Intérieur, terme repris jusque dans les colonnes de l'*Humanité*, journal du Parti communiste : «Toute la nuit durant, dans différents districts de Paris, on trouve une racaille des

plus douteuses, cette pègre organisée dont la présence contamine ceux qui l'acceptent et, plus encore, ceux qui la sollicitent.»

Est ainsi remis au goût du jour le vocabulaire utilisé par la bourgeoisie lors l'insurrection de la Commune de Paris en 1871 : les ouvriers, la classe inférieure sont des bêtes sauvages, une sale vermine, qui se cachent derrière des étudiants respectables et les contaminent comme de sordides parasites. Pour rester dans ce registre sanitaire, disons que le pouvoir en place (et les appareils syndicaux en place au sein des usines) redoutent épidémies et contagion.

### RÉFORMISME ET NATIONALISME BOUSCULÉS.

Que se passe-t-il alors dans la tête des travailleurs et dans leurs discussions ? Ils voient le pouvoir reculer devant les étudiants, ils voient une brèche après tant d'années de recul devant l'Etat gaulliste et ses flics, mais aussi de contrôle étouffant des luttes par les réformistes qui égrenent des journées d'action ressenties comme répétitives et inefficaces y compris par les militants syndicaux. La seule lutte victorieuse (augmentation des salaires de 8 % et 4e semaine de congés payés) avait été gagnée par les mineurs au prix de 55 jours de grève. Les barricades du 10 mai évoquent la révolution. Un jeune travailleur malgache de

Montreuil explique : «Nous vivions cela comme une vraie fête. Après tant d'années où l'on avait plié devant l'Etat gaulliste et ses flics : d'abord le coup de force gaulliste de 1958 lui-même, puis la répression de la révolte des algériens et des manifestations contre la guerre d'Algérie. Le seul mouvement victorieux avait été une grève des mineurs avec leur refus de la réquisition en 1963, cela commençait à dater comme victoire ! Et enfin le mouvement de solidarité avec le Vietnam, les futurs gauchistes nous vendaient ces actions comme de la solidarité et de l'anti-impérialisme mais aussi de la préparation de la révolution. Le socialisme semblait possible. Pour moi et beaucoup d'autres, c'était dix ans de cocotte minute qui explosaient enfin et sans le contrôle des staliniens, autres réformistes et autres organisateurs professionnels.»

Les premiers jours, la spontanéité ouvrière paraît évidente : «usine occupée : nous en avons plein les bottes !» proclame le calicot apposé sur l'usine Vinco à Dieppe. Ce n'est pas un cas isolé. L'anagramme que réalisent les ouvriers avec les lettres du fronton de BERLIET déplacées pour former LIBERTE se charge d'une valeur symbolique. Aucune de ces actions ne correspond à un mot d'ordre précis.

Un ouvrier d'Alstom Saint-Ouen raconte comment la participation aux manifestations de rue a lancé la grève dans son usine : «C'est là qu'un matin à côté de la place de Clichy, début mai, je me suis trouvé par hasard sur les bords d'une manifestation de lycéens. Il y avait là des milliers de jeunes et très jeunes des lycées du coin qui criaient : «Nous sommes tous des juifs allemands». Je n'en revenais pas... Et voilà que des milliers et des milliers de lycéens par solidarité avec le rouquin (Cohn-Bendit) affirmaient qu'ils étaient tous des juifs allemands... c'était incroyable ! Alors que le PCF, depuis que j'étais en âge de comprendre un peu quelque chose, n'avait plus jamais rien sorti que la serpillère tricolore, le rouge revenait en masse et le noir des anarchistes était là aussi. De retour à l'usine, j'ai raconté aux gars de l'atelier ce que j'avais vu, tellement j'en étais



DEBUT D'UNE LUTTE, PROLONGÉE

Affiche de Mai 68, réalisée par les Ateliers populaires de l'Ecole des Beaux-Arts

estomaqué.» Le jeudi 9 mai, une dizaine de jeunes travailleurs de l'usine signent et distribuent un tract à la porte de leur usine intitulé «A bas les flics, bravo les étudiants».

**C'EST LA GRÈVE !** L'appareil puissant du PCF et de la CGT de l'époque sent le vent tourner. Après avoir déversé durant des semaines des critiques violentes contre le mouvement étudiant et les gauchistes, il décide de prendre les devants, pour ne pas se laisser déborder et mieux encadrer la réaction de la classe ouvrière. Il décide d'appeler à une journée nationale le lundi 15 mai. La manif parisienne sera impressionnante avec plus d'un million de personnes.

Le lendemain, dans de nombreuses usines, l'ambiance est très particulière. Voici comment un ouvrier décrit le démarrage de l'occupation à l'Alstom-St-Ouen : «Ça travaillait gentiment dirions-nous, mais tout le monde pensait qu'il allait se passer quelque chose. Ça n'était pas euphorique, personne ne disait 'faut y aller !', mais toutes les discussions tournaient autour de la manifestation de la veille. Bon nombre de travailleurs de l'usine y était allé, individuellement et il régnait dans l'atelier une atmosphère de franche camaraderie. Je crois pouvoir dire, sans emphase, que la classe ouvrière faisait surface en tant que telle.» L'occupation est votée directement : «toutes les caisses à outils étaient fermées, les machines arrêtées. On était en grève. Personne, ni nous ni d'autres n'a parlé des revendications, ça n'était absolument pas dans les préoccupations.»(1)

A Renault Flins, le 15 mai, la grève part de la tôlerie vers 10h du matin. Les ouvriers défilent à travers la mécanique, la peinture et la sellerie en scandant :

«occupons l'usine !», «nos 40h !» et «les usines aux travailleurs !». Ils font sortir tout le monde, sans le moindre appel des syndicats, «dominés par le mouvement». Un ouvrier explique : «les syndicats ont suivi par obligation, par force.» (2)

L'occupation de l'usine apparaît souvent comme un préalable, car elle offre un lieu, oblige à des meetings réguliers où l'on s'informe et où on prend le pouls de la grève. L'organisation de la grève influence grandement l'éclosion de la parole. L'existence de comités de grève, même s'ils ne sont souvent que des intersyndicaux, facilite ces prises de responsabilités. Au cours des AG, si les responsables syndicaux interviennent de droit, des ouvriers grévistes sans mandat peuvent parfois intervenir. Le cas le plus intéressant est sochalien : chez Peugeot, les grévistes ont créé un lieu de discussion baptisé forum où, pendant plusieurs jours, des controverses syndicales ou politiques rassemblent plusieurs centaines de travailleurs.

Le 18 à midi, il y a un million de grévistes, et deux millions le soir ! En quelques jours, on arrive à 10 millions de grévistes ! La grève se stabilise à ce niveau pendant 10 jours, jusqu'au 2 juin. Du jamais vu dans un pays capitaliste développé !

La révolte étudiante avait réveillé la révolte ouvrière. Que l'union se fasse, à l'image de ce mouvement, entre les intellectuels marxistes et les militants ouvriers, et c'était le parti communiste révolutionnaire ! La révolte pouvait devenir révolution. Le capitalisme devenait du passé ! Mai 68, le retour de la menace du communisme !

(1) Un jeune ouvrier de Voix Ouvrière, Alstom Saint-Ouen ; (2) «Oser Lutter», film de Jean-Pierre Thom

### MAI 68 SUR OUVALACGT.OVER-BLOG.COM

Reprise du travail aux usines Wonder... Les ouvriers ne se battaient pas seulement pour quelques sous de plus, mais pour changer la vie... Peugeot-Sochaux 11 juin 1968 : 2 morts. Le grand mouvement de Mai 68... n'a pas été qu'un mouvement de société, pour plus de liberté... pas été qu'une grève générale ouvrière pour des revendications syndicales. La grève générale de Mai 68 a commencé à déboucher sur un mouvement politique de contestation du gouvernement et du capitalisme. Et c'est très exactement au moment où se posait la question politique centrale de l'Etat que la grève a été trahie par les réformistes...



<b>PARTISAN SUR LE NET →</b>	<a href="http://vp-partisan.org">vp-partisan.org</a>
<b>PARTISAN CONTACT →</b>	<a href="mailto:contact@vp-partisan.org">contact@vp-partisan.org</a>
Voie prolétarienne • BP 48 • 93802 Épinay-sur-Seine cedex	
<b>Sommaire 219</b>	
<b>ÉDITO "DROITS DE L'HOMME" OU INTERNATIONALISME ?</b>	<b>2</b>
<b>ÉCOLES ON FERME !</b>	<b>3</b>
<b>CARREFOUR MARSEILLE HISTOIRE D'UNE GRÈVE</b>	<b>4</b>
<b>SANOFI-AVENTIS VITRY RECONVERSION EN TROMPE-L'ŒIL</b>	<b>5</b>
<b>HISTOIRE LA COMMUNE DE PARIS (1871) ET LES ÉTRANGERS</b>	<b>6</b>
<b>HISTOIRE LA POLITIQUE FRANÇAISE DE L'IMMIGRATION (2)</b>	<b>7</b>
<b>ELECTIONS MUNICIPALES LES TROTSKISTES (LO, ETC)</b>	<b>8</b>
<b>HISTOIRE L'HOSTILITÉ SYNDICALE AU TRAVAIL DES FEMMES</b>	<b>9</b>
<b>NÉPAL UNE ÉTAPE HISTORIQUE</b>	<b>10</b>
<b>M-L CONFÉRENCE INTERNATIONALE • DÉCLARATION COMMUNE</b>	<b>11</b>

Parution du numéro 220 fin mai-début juin. Envoyez vos articles avant le 25 mai